

EUROBAROMÈTRE 72

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

AUTOMNE 2009

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. Une sortie de crise difficile	5
1.1 Des perceptions encore négatives de la situation économique	
1.2 Des perspectives en nette amélioration	
1.3 Un pessimisme toujours élevé, notamment en matière d'emploi	
1.4 Des indicateurs personnels stables	
2. Une défiance accrue à l'égard des institutions nationales et une confiance globalement stable à l'égard de l'Union européenne	15
2.1 Une dégradation de la confiance dans les institutions nationales	
2.2 Une stabilisation de la confiance dans l'Union européenne	
2.3 Des jugements mitigés sur les institutions communautaires	
2.4 Une perception dégradée du fonctionnement de la démocratie	
3. L'image de l'Union européenne : des indicateurs qui s'améliorent	20
3.1 Une image un peu plus positive	
3.2 De nombreux points d'avance sur les Etats-Unis	
3.3 Une appartenance à l'Union européenne plutôt bénéfique	
3.4 La faible notoriété de la présidence tchèque	
4. Une forte demande de régulation	26
4.1 Des Français un peu moins hostiles à la mondialisation	
4.2 Une mondialisation pointée comme source de nombreux maux	
4.3 Une Union européenne insuffisamment protectrice face à la mondialisation	
4.4 L'émergence du G20	
4.5 Le souhait d'une Europe active face à la crise	
5. Des attentes à l'égard de l'Union européenne	34
5.1 Un partage des rôles entre l'Union européenne et les gouvernements nationaux	
5.2 Des réticences sur de futurs élargissements	
5.3 Un optimisme mesuré sur le futur de l'Union	
Conclusion	37
Annexe	38

Introduction

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Communication, Secteur opinion publique). L'enquête Eurobaromètre est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les trois pays candidats (Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine), et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un questionnaire identique est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus, interrogé en face-à-face. Cette enquête « **Eurobaromètre 72** » a été réalisée en France entre le 28 octobre et le 16 novembre 2009 par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 personnes âgées de 15 ans ou plus.

Sur le plan européen, cette étude a donc été conduite après l'annonce de la reconduction de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne (vote favorable du Parlement européen le 16 septembre) et après le référendum irlandais en faveur du traité de Lisbonne (consultation du 2 octobre), mais avant l'entrée en vigueur ce dernier (le 1^{er} décembre).

Au niveau national, l'enquête a été réalisée dans un contexte chargé sur le plan économique et social, mais également marqué par le démarrage de la campagne électorale des régionales qui auront lieu en mars 2010 et par le lancement du débat très controversé sur l'identité nationale.

- ① Après quatre trimestres consécutifs de chute du PIB, la France est officiellement **sortie de la récession** dès le deuxième trimestre 2009 avec un taux de croissance de 0,3 % conforté par un nouveau rebond au troisième trimestre de 0,3 % annoncé un peu avant la fin du terrain de l'enquête. Les premiers éléments disponibles pour le quatrième trimestre laissent présager une légère consolidation de la reprise. Sur l'ensemble de l'année 2009, le gouvernement français prévoit tout de même une chute du PIB de 2,25 % compte tenu des très mauvais chiffres du début 2009.

D'autres indicateurs montrent toutefois que ce rebond ne signe pas la fin de la crise : les carnets de commande des entreprises restent peu garnis, les perspectives d'investissement sont relativement faibles et surtout le **marché du travail continue de se détériorer**. Fin novembre, la France comptait près de 2,5 millions de personnes indemnisées et le nombre de demandeurs d'emploi avait progressé de 25% en un an.

En outre, la situation en Grèce, en Irlande, en Espagne et dans les pays baltes est telle que certains y voient la preuve de la pertinence de la thèse dite du W selon laquelle la reprise actuelle sera suivie d'une rechute. En France, pour 2010, le gouvernement a bâti son projet de budget sur une hypothèse prudente de 0,75 % de croissance pour 2010.

Pendant l'enquête, le débat économique a notamment porté sur deux initiatives du Président de la République : le "grand emprunt" destiné à financer des dépenses d'avenir et la contribution climat-énergie (dite "taxe carbone").

- ② Pendant cette période, la **préparation des élections régionales** a principalement été marquée par la constitution des listes dans chacun des grands partis. Depuis Nicolas Sarkozy s'est personnellement engagé situant la bataille à un niveau national.
- ③ Enfin le **débat sur l'identité nationale** a été ouvert le 2 novembre par Eric Besson, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Ce débat doit répondre, selon le gouvernement, *« aux préoccupations soulevées par la résurgence de certains communautarismes, dont l'affaire de la Burqa est l'une des illustrations. Au moment même où l'Union européenne franchit une nouvelle étape de son intégration, et où la crise économique et financière internationale démontre combien la mondialisation rend l'avenir des Nations interdépendant, il a pour objectif d'associer l'ensemble de nos concitoyens à une réflexion de fond sur ce que signifie, en ce début de 21^e siècle, "être Français". »*

La mise en place de ce débat fait l'objet de nombreuses controverses tant sur la forme que sur le fond, certains commentateurs (et une partie significative de l'opinion) l'interprétant comme une manœuvre électorale.

Dans cette note, on trouvera la synthèse des principales informations recueillies dans le cadre de cette vague Eurobaromètre :

- 1. Une sortie de crise difficile**
- 2. Une défiance accrue à l'égard des institutions nationales et une confiance globalement stable à l'égard de l'Union européenne**
- 3. L'image de l'Union européenne : des indicateurs qui s'améliorent**
- 4. Une forte demande de régulation**
- 5. Des attentes à l'égard de l'Union européenne**

1. Une sortie de crise difficile

Peu sensibles aux annonces de sortie de crise, les Français dressent toujours un **tableau très dégradé de la situation économique** notamment en France, en **légère amélioration** toutefois par rapport aux résultats catastrophiques de la vague de printemps. Ils se montrent en revanche relativement optimistes sur les perspectives pour les prochains mois à l'exception de la question centrale de l'emploi sur laquelle la majorité des interviewés considère même que le pire reste à venir.

1.1 Des perceptions encore négatives de la situation économique

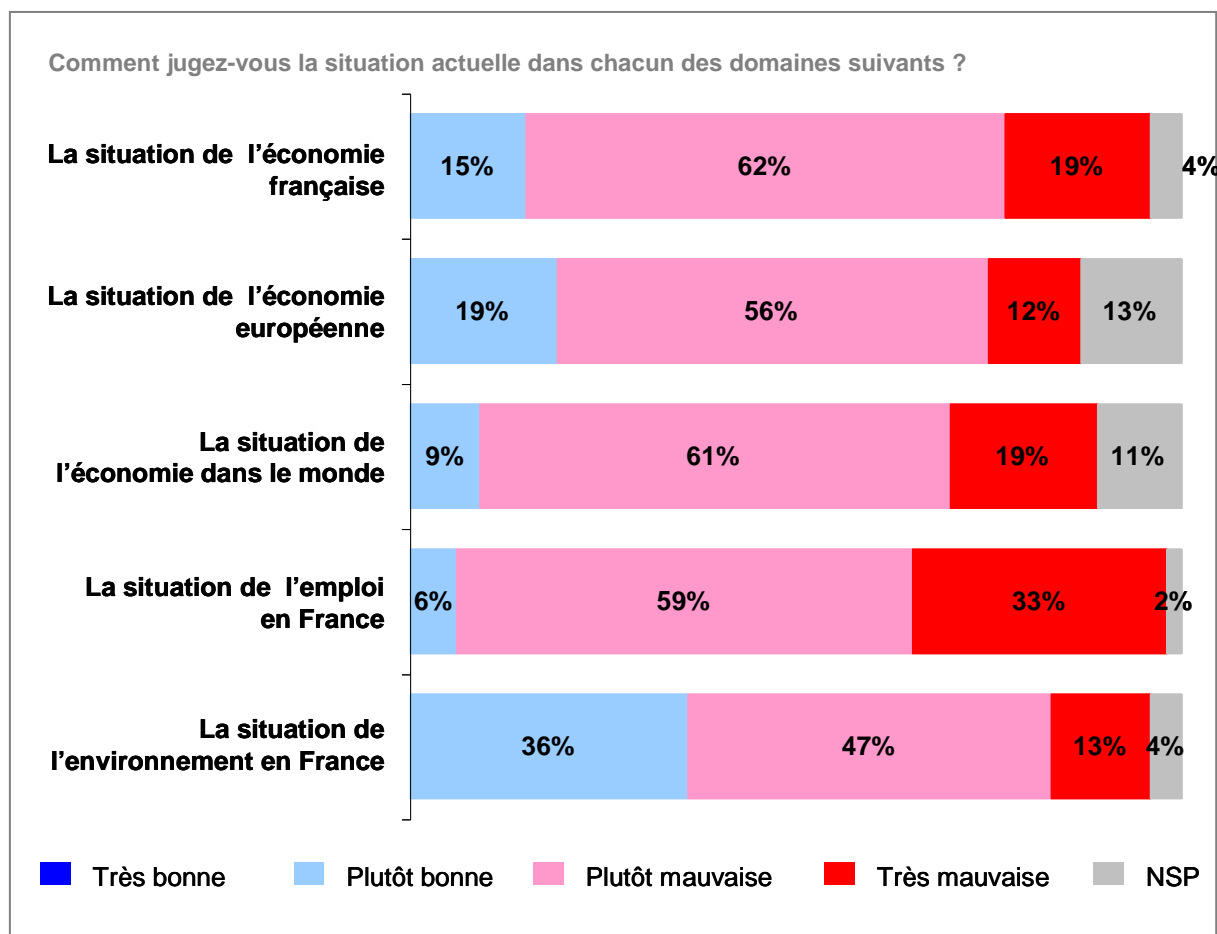
Les résultats de l'Eurobaromètre de l'automne 2009 en France témoignent d'une vision toujours très dégradée de la situation malgré quelques signes d'amélioration.

Les Français émettent des jugements très négatifs sur la situation économique aussi bien en France, en Europe que dans le monde de manière systématiquement accentuée par rapport à la moyenne européenne :

- **La situation de l'économie française :** 15 % des Français la jugent plutôt bonne et 81 % la jugent plutôt mauvaise ou très mauvaise contre 75 % des Européens pour leur économie nationale. En juin dernier, les résultats étaient encore plus négatifs avec 11 % seulement de jugements positifs et 87 % de jugements négatifs. En six mois, les jugements négatifs ont donc reculé de six points ;
- **La situation de l'économie européenne :** 19 % de jugements positifs et 68 % de jugements négatifs contre 62 % pour la moyenne européenne et 5 points de jugements négatifs de moins qu'au printemps ;
- **La situation de l'économie mondiale :** 80 % de jugements négatifs contre 72 % pour la moyenne européenne ;
- **La situation de l'emploi en France :** c'est sur ce point que les Français émettent les jugements les plus pessimistes avec 92 % d'entre eux qui déclarent que la situation est mauvaise contre 85 % pour la moyenne européenne et 2 points de jugements négatifs de moins seulement qu'au printemps ;
- **La situation de l'environnement en France :** on notera enfin que les Français émettent également un jugement négatif sur ce point avec 60 % qui considèrent que la situation est mauvaise contre 36 % qui la jugent bonne.

Au total, les Français dressent un tableau de bord où les jugements négatifs l'emportent largement sur les jugements positifs.

Le tableau de bord



Avec cette vague, les résultats de la France se rapprochent toutefois de la moyenne européenne qui est restée stable depuis le printemps.

Les évolutions du tableau de bord

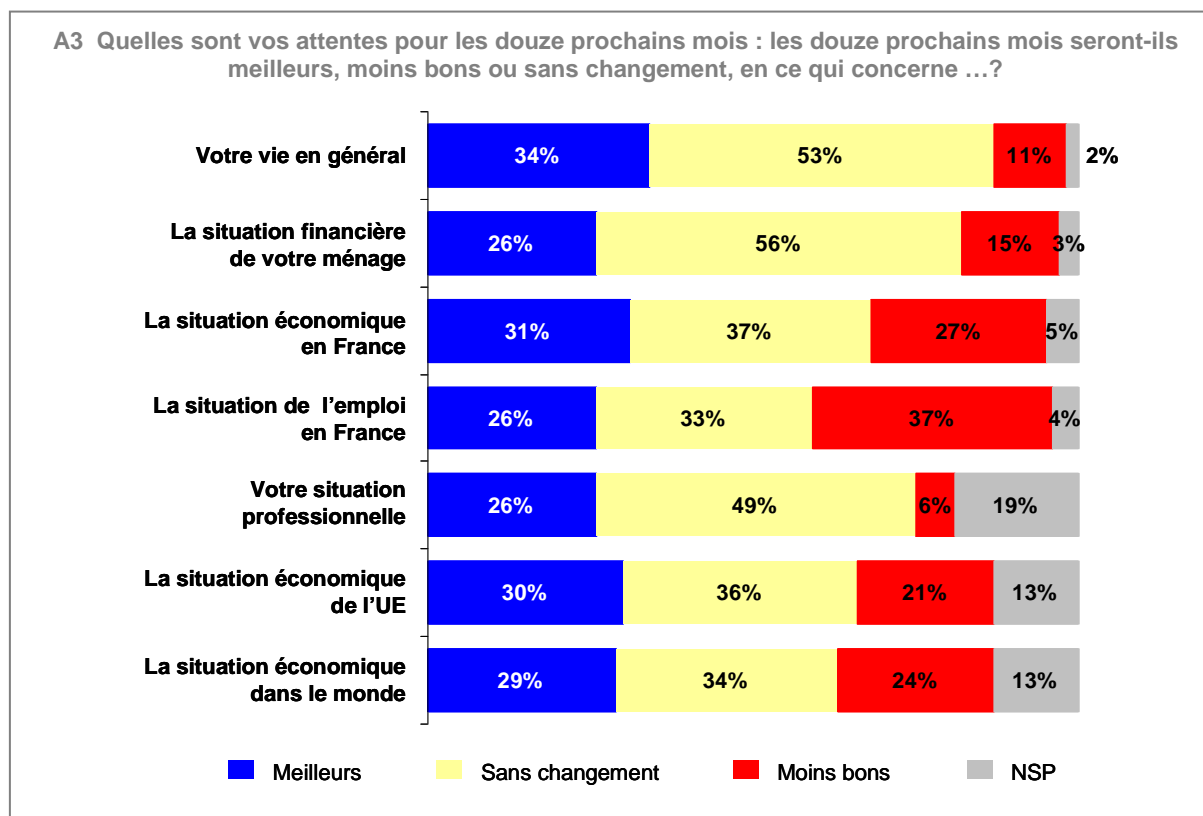
	Union européenne			France		
	Printemps 2009	Automne 2009	Evolution	Printemps 2009	Automne 2009	Evolution
La situation de l'économie nationale (% plutôt mauvaise + très mauvaise)	78	75	- 3	87	81	- 6
La situation de l'emploi (% plutôt mauvaise + très mauvaise)	85	85	=	94	92	- 2

1.2 Des perspectives en nette amélioration

Le frémissement observé dans le tableau de bord de l'économie est largement amplifié dans les attentes des Français pour les douze prochains mois qui s'améliorent très fortement :

- **Sur la situation économique de la France** : l'opinion s'est profondément modifiée au cours de l'année écoulée avec aujourd'hui 31 % des interviewés qui considèrent que la situation économique va s'améliorer (contre 25% au printemps et 19 % il y a un an), 37 % qu'elle ne changera guère (contre 49 % au printemps et 23 % à l'automne) et surtout 27 % seulement qu'elle va se détériorer (29 % au printemps et 53 % à l'automne 2008).
- **Sur la situation de l'emploi** : on observe des évolutions plus limitées avec 37 % des personnes interrogées qui considèrent toujours que la situation de l'emploi va s'aggraver (contre 58 % à l'automne 2008 et 43 % au printemps).
- **Sur la situation économique dans l'Union européenne et dans le monde** : les Français anticipent des évolutions assez proches de celles qu'ils font pour la France.
- **Enfin, sur leur vie en général** : seuls 11 % des interviewés considèrent que les douze prochains mois pourraient être moins bons tandis que 34 % d'entre eux pensent que cela ira mieux et 53 % qu'il n'y aura pas de changement. Les Français sont, après les Suédois et les Britanniques, ceux qui anticipent le plus une amélioration de leur situation personnelle au cours de l'année à venir.

Les attentes pour l'avenir



Au total, si l'on considère les dernières vagues de l'Eurobaromètre, on constate que les indices de confiance pour la situation de l'emploi comme pour la situation économique ont nettement progressé depuis la dépression enregistrée en 2008.

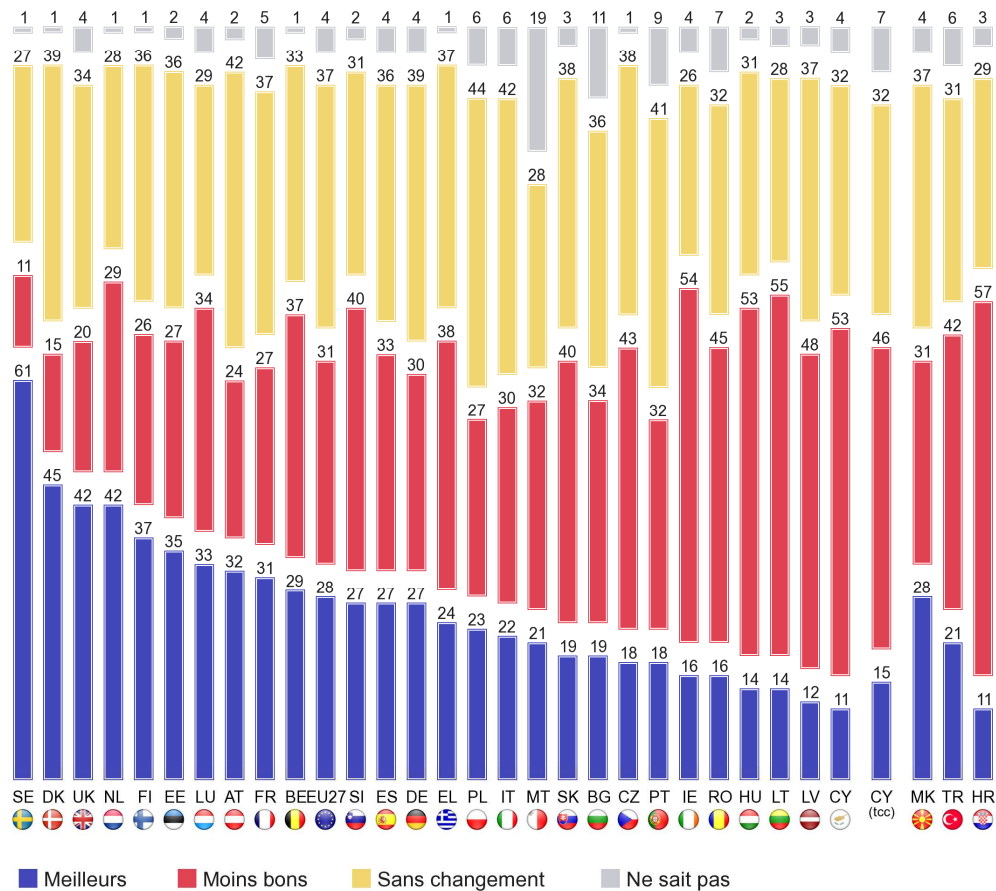
Les indices de confiance

	La situation de l'emploi en France	La situation économique de la France
Printemps 2005	-31	-25
Automne 2005	-32	-39
Printemps 2006	-30	-36
Automne 2006	-14	-19
Printemps 2007	+7	+3
Automne 2007	+9	+5
Printemps 2008	-19	-42
Automne 2008	-42	-34
Printemps 2009	-20	-4
Automne 2009	-11	+4

On notera d'ailleurs que la France se situe parmi les huit pays de l'Union au sein desquels l'optimisme sur l'évolution de la situation économique nationale l'emporte sur le pessimisme.

QA4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

La situation économique en (NOTRE PAYS)

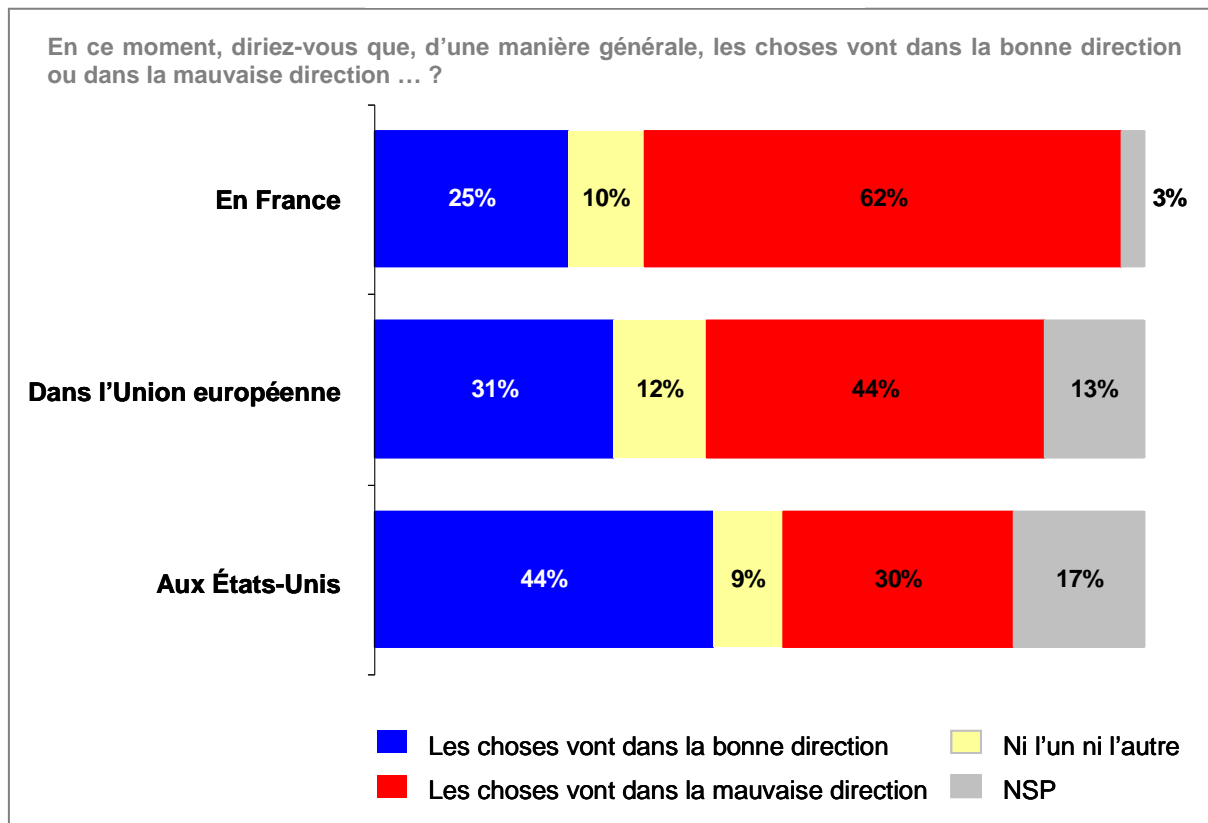


1.3 Un pessimisme toujours élevé, notamment en matière d'emploi

En dépit de ces perspectives plus favorables, les Français émettent toujours un jugement très pessimiste sur l'évolution de la situation en France. Ils se montrent un peu plus optimistes sur la situation de l'Union européenne et relativement confiants sur la situation des Etats-Unis.

- La situation en France :** 62 % des Français estiment que les choses vont dans la mauvaise direction en France contre 25 % qui considèrent au contraire que les choses vont dans la bonne direction, soit des résultats qui placent la France parmi les pays les plus pessimistes d'Europe, la moyenne s'établissant à 30 % d'optimistes et 47 % de pessimistes. Ces résultats sont strictement identiques à ceux de juin 2009.
- La situation dans l'UE :** Les Français se montrent un peu moins pessimistes sur la situation dans l'UE avec 31 % qui considèrent que les choses vont dans la bonne direction et 44 % dans la mauvaise direction, soit une progression de l'optimisme de cinq points par rapport à l'enquête de juin dernier.
- La situation aux Etats-Unis :** La vision à l'égard des Etats-Unis est fondamentalement différente avec 44 % des interviewés qui considèrent que les choses vont dans la bonne direction et 30 % seulement qui considèrent que les choses vont dans la mauvaise direction.

L'indicateur d'optimisme/pessimisme

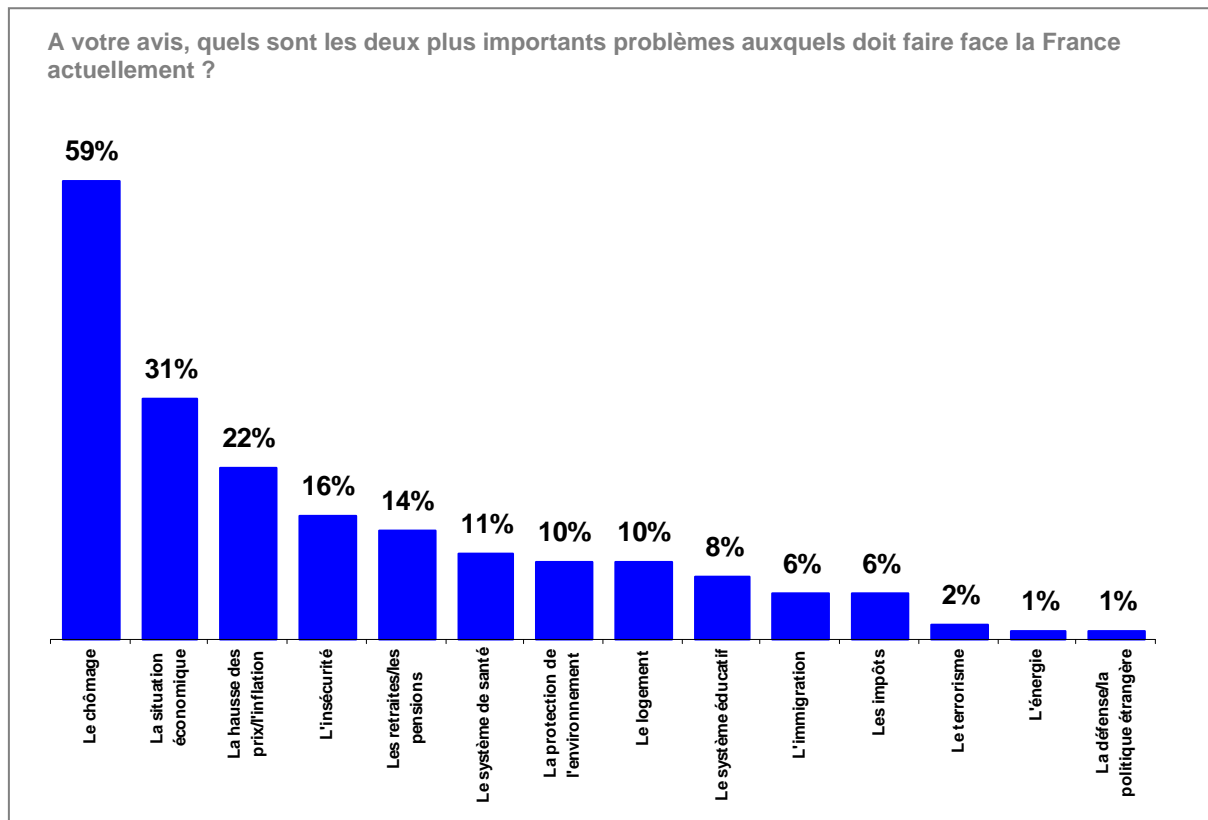


Le chômage toujours en tête des préoccupations

Le pessimisme s'accompagne d'une focalisation sur le problème du chômage qui est aux yeux des Français le problème principal auquel la France doit faire face avec la crainte que le pire est à venir.

- Le chômage, préoccupation numéro un des Français sans interruption depuis le début des années 80, avait peu à peu laissé la place, avant l'éclatement de la crise financière, au problème du coût de la vie. L'Eurobaromètre du printemps marquait le retour du chômage comme premier sujet d'inquiétude avec près des deux tiers des interviewés (62 %) qui le citaient comme l'un des deux principaux problèmes auxquels la France doit faire face, loin devant la situation économique (35 % de citations), l'inflation n'étant plus citée que par un quart des personnes interviewées. **La hiérarchie des préoccupations des Français est restée très stable** depuis cette dernière enquête avec 59 % des interviewés qui citent le chômage, suivi de la situation économique (31 % de citations), la hausse des prix et l'inflation (22 %), les autres sujets n'étant choisis que marginalement. Sur l'ensemble de l'Europe, la hiérarchie est très proche avec des résultats un peu moins focalisés sur le chômage (51 %) et un peu plus sur la situation économique.

Les préoccupations des Français pour leur pays



- Les Français se montrent toujours très **inquiets de l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi** : 60 % d'entre eux considèrent que le pire reste à venir contre 33 % seulement qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ; ces résultats sont en légère amélioration par rapport à mai 2009 où seulement 25 % des Français considéraient que l'impact de la crise avait déjà atteint son apogée et 67 % que le pire restait à venir.

L'impact de la crise sur l'emploi

Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer ; d'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	Mai 2009	EB 72 novembre 2009
L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	25	33
Le pire reste à venir	67	60
Sans opinion	8	7

L'analyse par catégorie socio-démographique montre que le critère le plus structurant est celui de l'orientation politique : les sympathisants de droite se montrent plus optimistes que les sympathisants de gauche et du centre.

Inversement, le pessimisme domine dans toutes les catégories d'âge, même s'il est plus marqué parmi les plus de 40 ans.

L'impact de la crise sur l'emploi

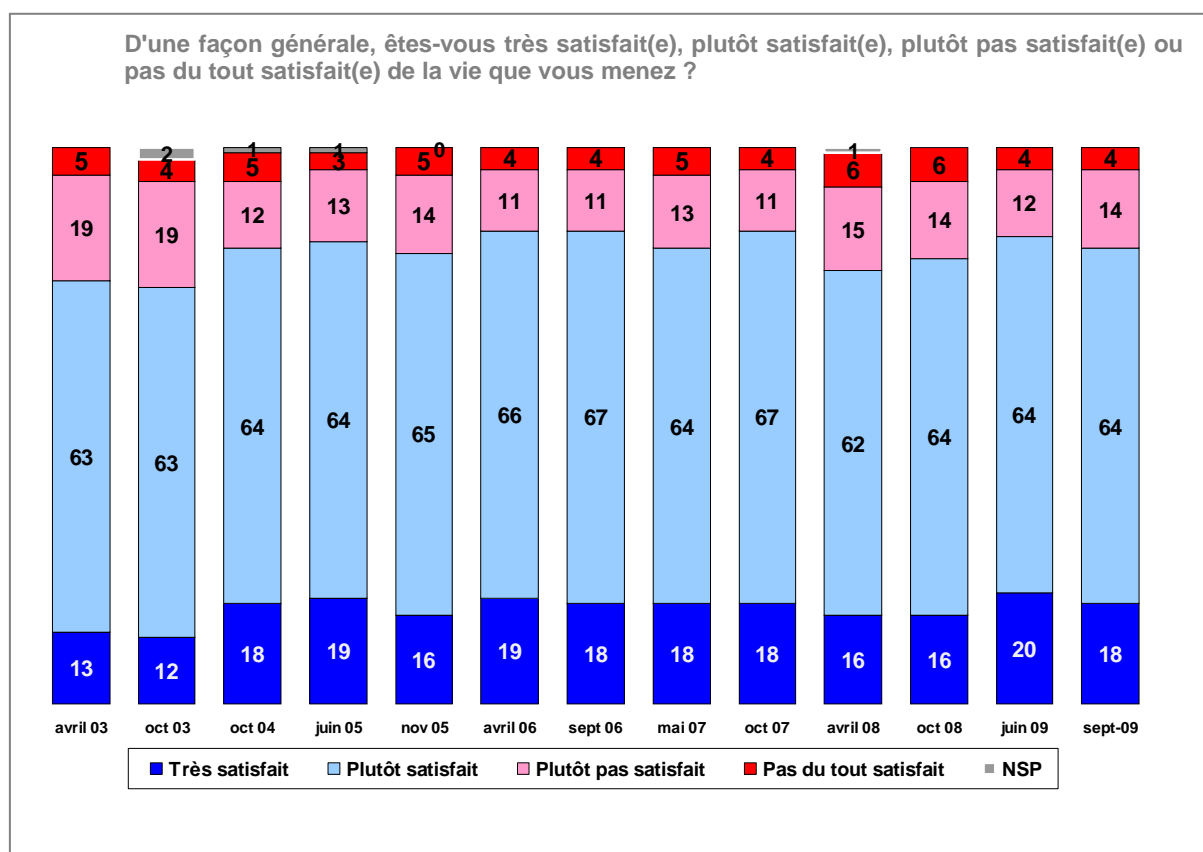
(En %)	Est à son apogée	Le pire reste à venir	Sans opinion
Ensemble	33	60	7
Sexe			
Homme	35	60	7
Femme	30	62	8
Age			
15-24 ans	35	55	10
25-39 ans	36	57	7
40-54 ans	29	63	8
55 ans et plus	31	62	7
Echelle gauche-droite			
Gauche	24	69	7
Centre	36	58	6
Droite	51	41	8

1.4 Des indicateurs personnels stables




Dans ce contexte de pessimisme aigu, on notera la très grande stabilité des indicateurs concernant la vie personnelle des gens, que ce soit avant l'éclatement de la crise, au plus fort de la crise ou aujourd'hui - alors que les perspectives d'avenir sont sensiblement meilleures.

- La satisfaction sur la vie personnelle :** les Français restent optimistes quand à leur propre vie et affichent très majoritairement leur satisfaction : 82 % d'entre eux se déclarent très satisfaits ou plutôt satisfaits de la vie qu'ils mènent. Ce chiffre représente un léger recul par rapport au printemps 2009 (- 2 points) et reste supérieur à la moyenne européenne (78 %, +1 point). Les Français plutôt pas satisfaits ou pas du tout satisfaits de leur vie représentent quant à eux 18 % de la population.

La satisfaction sur la vie personnelle

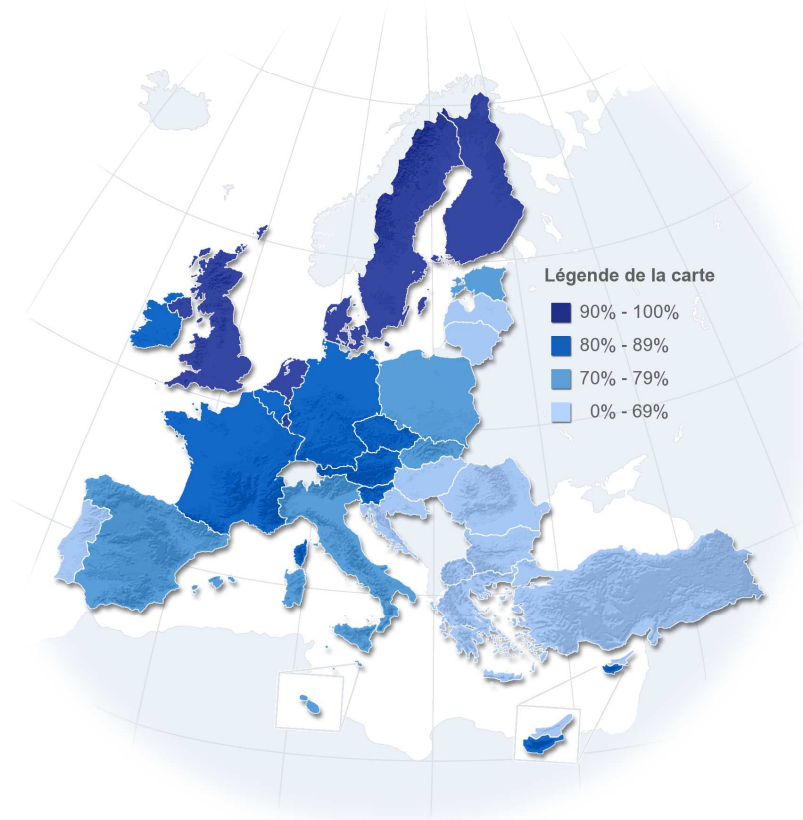


Dans les autres pays européens, on trouve les taux de satisfaction les plus élevés au Danemark (98 %), Luxembourg, Suède (96 %), Pays-Bas et Finlande (95 %). A l'inverse, on enregistre les taux les plus faibles en Roumanie (47%), en Hongrie (42%) et en Bulgarie (38 %). A la 12^e place, la France fait ainsi partie des pays où la population est très largement contente de la vie qu'elle mène.

 DK	98%
 LU	96%
 SE	96%
 NL	95%
 FI	95%
 UK	91%
 BE	89%
 SI	86%
 IE	85%
 DE	85%
 AT	85%
 FR	82%
 CZ	82%
 CY	81%
 EU27	78%
 PL	75%
 ES	74%
 EE	73%
 MT	72%
 SK	72%
 IT	71%
 EL	58%
 LV	57%
 LT	55%
 PT	53%
 RO	47%
 HU	42%
 BG	38%
<small>* CY (tcc) 50%</small>	
 MK	66%
 HR	63%
 TR	59%

Question: QA1. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?

Réponses: Très satisfait + Plutôt satisfait

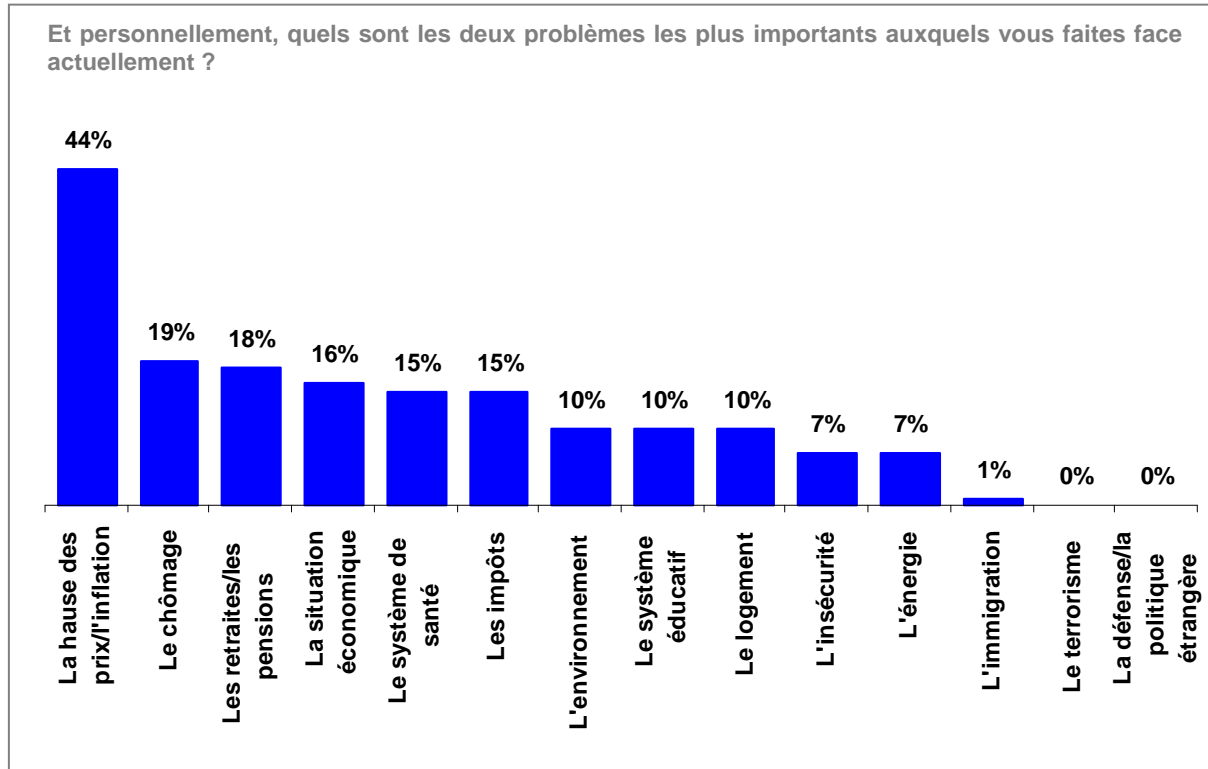


De même, quand on approfondit les ressorts de cette satisfaction, les Français se montrent majoritairement positifs :

- 49 % se disent satisfaits de leur **situation professionnelle** et 20 % seulement pas satisfaits (54 % contre 27 % pour la moyenne européenne), soit une baisse de 5 points par rapport au printemps 2009.
- 67 % jugent leur **situation financière** très bonne ou plutôt bonne (contre 29 % seulement qui la déclarent mauvaise) soit un résultat légèrement supérieur à la moyenne européenne (64 % contre 34 %). Ces résultats sont également légèrement en recul par rapport à la précédente enquête.

A titre personnel, l'inflation reste la première préoccupation des Français avec 44% de citations, en léger retrait par rapport au printemps dernier (47 %).

Les préoccupations personnelles des Français



- Pour autant, lorsqu'on propose aux interviewés de **se projeter dans l'avenir**, le pessimisme demeure très élevé avec plus de deux Français sur cinq qui considèrent que leur situation ne leur permet pas d'envisager des projets d'avenir.

Les projets des Français pour l'avenir

Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager des projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	41
Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	30
Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les un ou deux ans à venir	24
Une autre situation	3
Sans opinion	2
	100 %

2. Une défiance accrue à l'égard des institutions nationales et une confiance globalement stable à l'égard de l'Union européenne

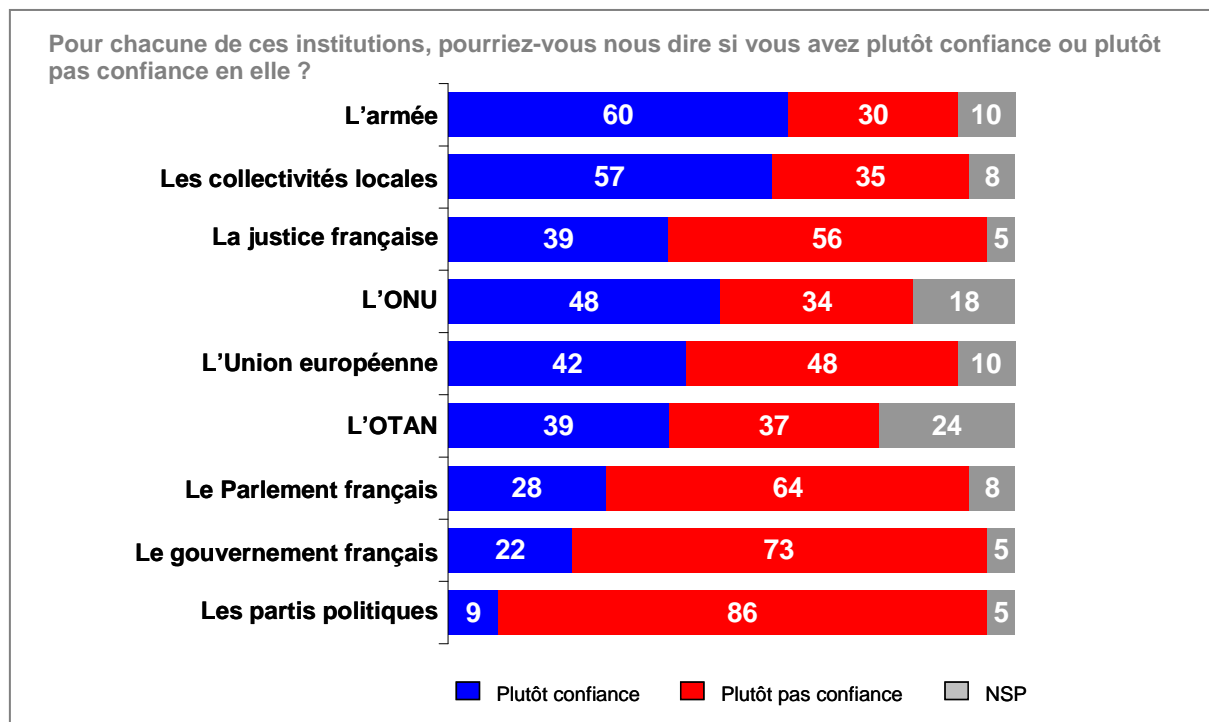
Dans ce contexte de crise socio-économique profonde où la classe politique peut paraître impuissante, le niveau de la défiance politique à l'égard des institutions nationales atteint un niveau particulièrement élevé. Les institutions communautaires en souffrent également, mais moins que les institutions nationales, tandis que la confiance à l'égard de l'Union européenne reste globalement stable.

2.1 Une dégradation de la confiance dans les institutions nationales

A l'exception des collectivités locales, la confiance des Français dans les institutions politiques se situait déjà à un niveau relativement bas tandis que les organisations internationales bénéficient d'une confiance majoritairement positive.

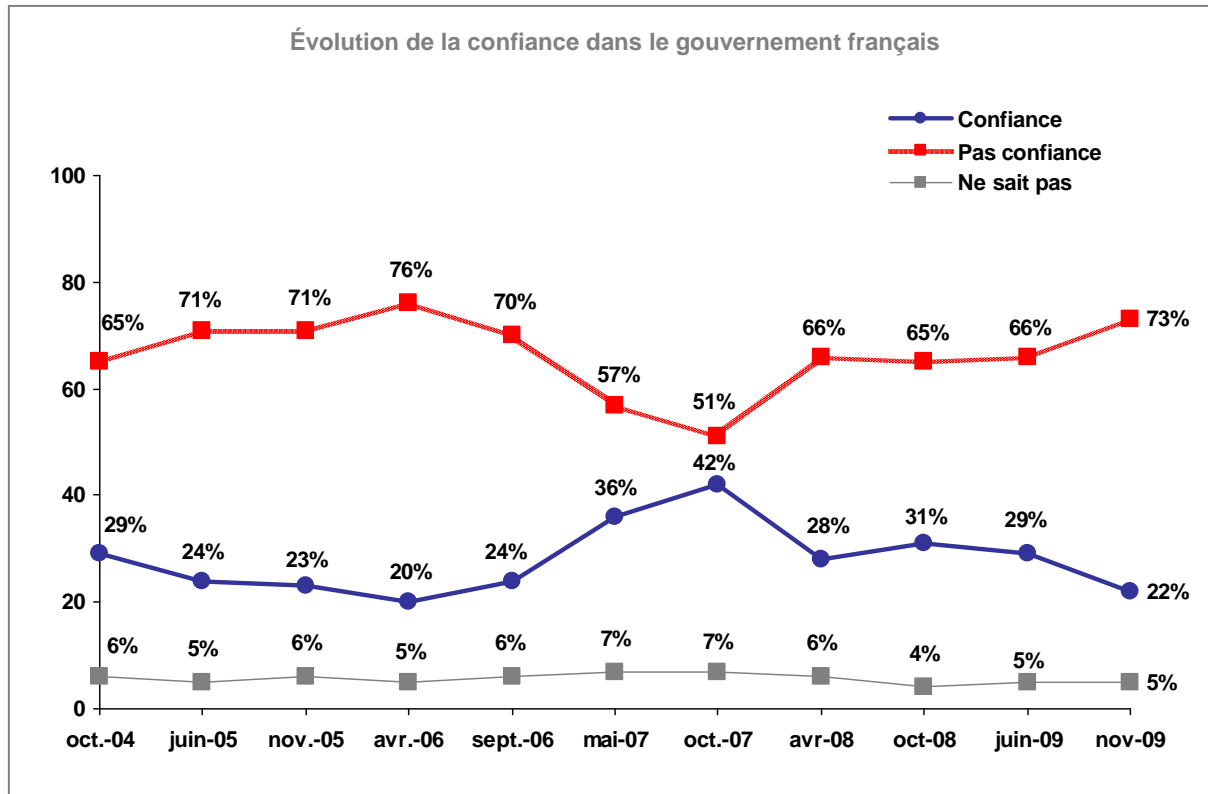
L'EB 72 marque une nouvelle chute de la confiance des Français dans les institutions politiques nationales tandis que la confiance dans l'Union européenne reste stable.

Ainsi, la confiance dans le gouvernement français perd à nouveau 7 points, passant de 29% à 22%, de même que le Parlement français qui passe de 33 % à 28 % de confiance ou encore les partis politiques de 13% à 9%.



On constate également un recul fort de l'image de la justice : 56% des Français déclarent ne pas lui faire confiance, soit dix points de plus que dans la précédente enquête.

La cote de confiance du gouvernement français recule encore, même si elle reste légèrement supérieure au niveau enregistré au printemps 2006.



La structure du soutien est bien évidemment liée à l'orientation politique des personnes interrogées, les sympathisants de droite demeurant majoritairement confiants à l'égard du gouvernement.

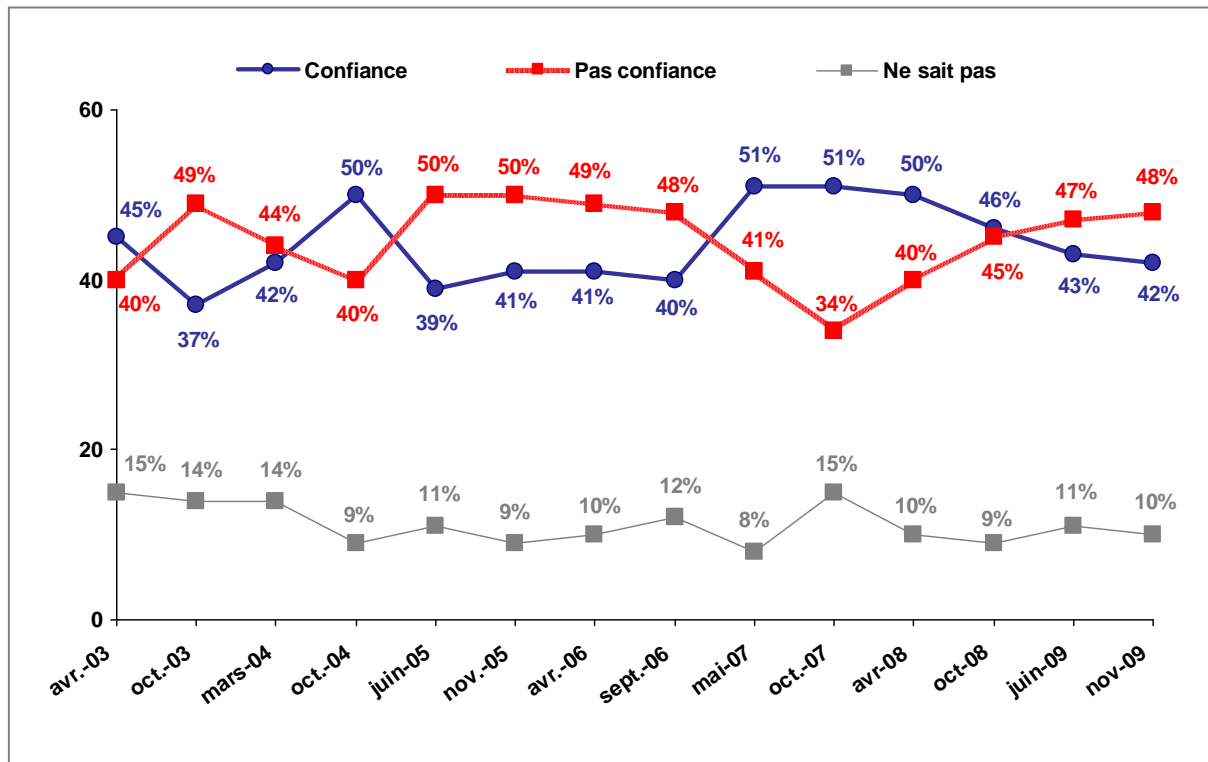
La confiance à l'égard du gouvernement

(En %)	Confiance	Pas confiance	Sans opinion
Ensemble	22	73	5
Sexe			
Homme	24	71	5
Femme	19	75	6
Age			
15-24 ans	17	75	8
25-39 ans	18	78	4
40-54 ans	19	75	6
55 ans et plus	27	69	4
Echelle gauche-droite			
Gauche	9	90	1
Centre	24	71	5
Droite	51	43	6

2.2 Une stabilisation de la confiance dans l'Union européenne

Dans le même temps, la **cote de confiance de l'Union européenne est globalement stable** : 42 % des sondés font confiance à l'Union européenne (-1 point par rapport à mai 2009), 48 % des interviewés ne lui font pas confiance (+ 1 point), soit un niveau de confiance nettement supérieur à celui des institutions nationales, mais inférieur par exemple à celui de l'ONU.

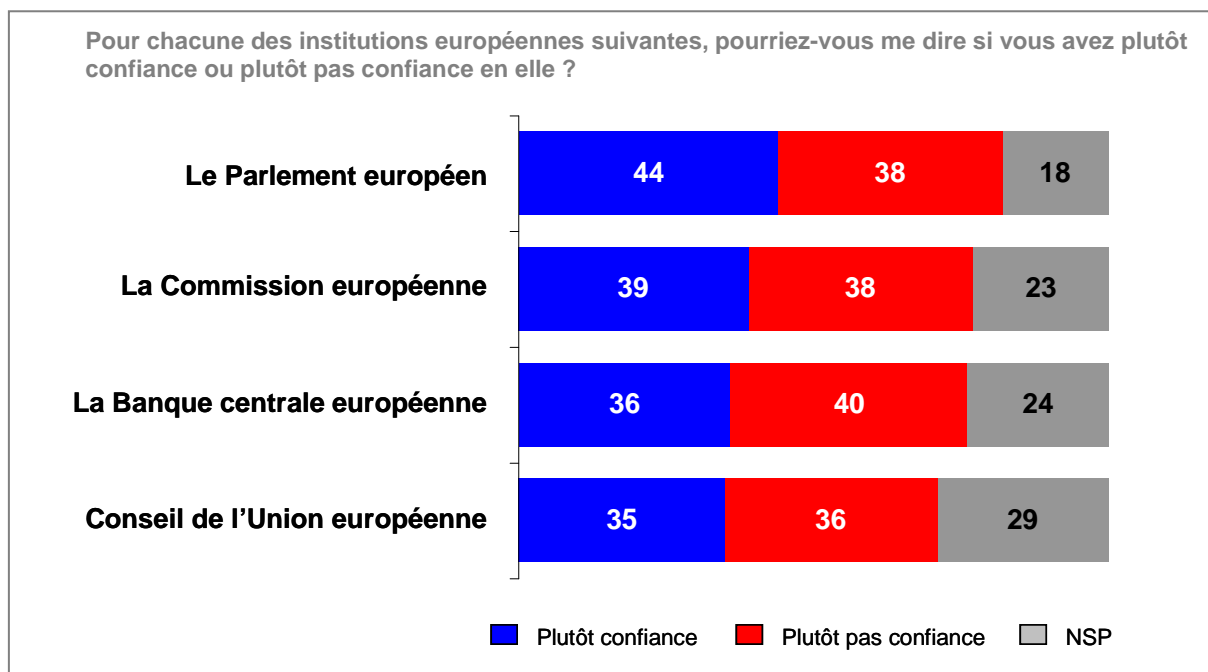
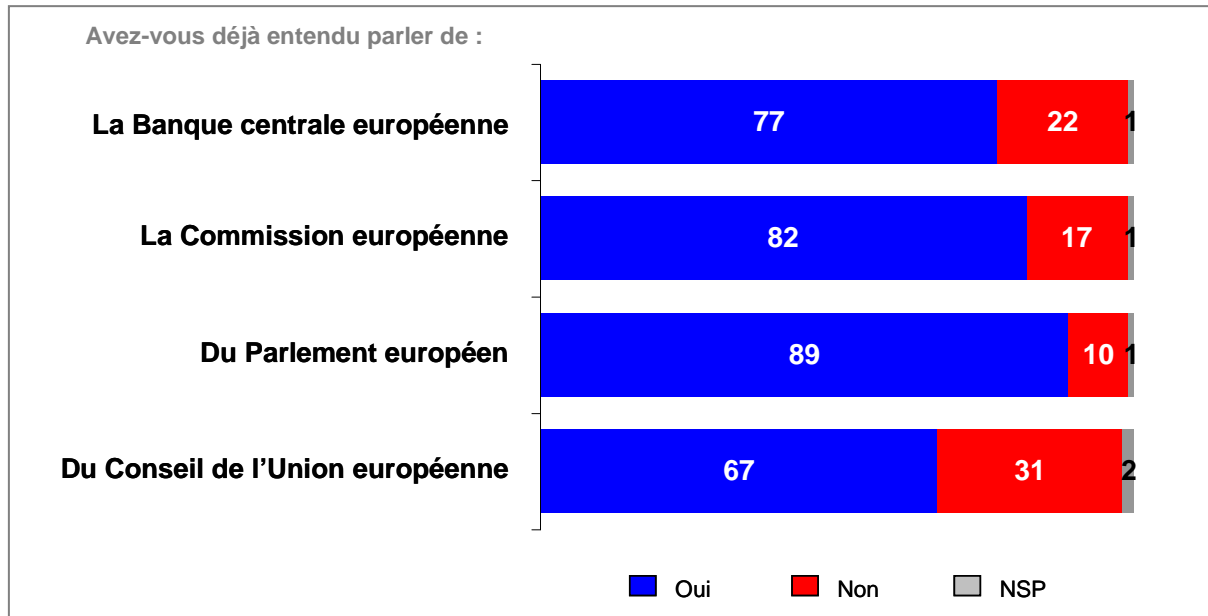
Évolution de la confiance dans l'Union européenne



L'analyse des résultats montre un **clivage par catégorie sociale** : les indépendants, les cadres et les étudiants font majoritairement confiance à l'Union européenne, à l'inverse des employés, des ouvriers et, dans une moindre mesure, des retraités. Il existe aussi un clivage générationnel, les moins de 40 ans faisant majoritairement confiance à l'Union européenne contrairement aux plus de 40 ans.

2.3 Des jugements mitigés sur les institutions communautaires

Les institutions communautaires bénéficient d'une forte notoriété en France. Une majorité relative déclare avoir plutôt confiance dans le Parlement et dans la Commission européenne (respectivement 44 % et 39 %). En revanche, la défiance est plus forte à l'égard de la Banque centrale européenne.



Ces résultats montrent toutefois un **tassement de l'image des institutions communautaires**, conséquence de la crise économique et de la montée de la défiance à l'égard des institutions.

Le Parlement européen, la Commission et la Banque centrale perdent chacun deux points par rapport au printemps 2009. En comparaison avec l'Eurobaromètre de l'automne 2008, la chute est même de respectivement 8, 6 et 8 points.

2.4 Une perception dégradée du fonctionnement de la démocratie

Cette montée de la défiance est confirmée par un autre indicateur sur le fonctionnement de la démocratie. Les Français se déclarent partagés sur le fonctionnement de la démocratie en France : 51 % s'en déclarent satisfaits et 46 % pas satisfaits, soit un recul de 14 points du niveau de satisfaction et une hausse parallèle de 14 points du niveau d'insatisfaction par rapport à octobre 2007 (période marquée par une embellie des indicateurs, après l'élection à la présidence de la République de Nicolas Sarkozy et avant le démarrage de la crise).

Sur l'ensemble de l'Union européenne, on observe également un recul du niveau de satisfaction mais dans de moindres proportions, de 58 % à 53 %. Les citoyens de l'Union dans leur ensemble se montrent désormais plus positifs sur le fonctionnement de la démocratie dans l'UE que dans leur propre pays.

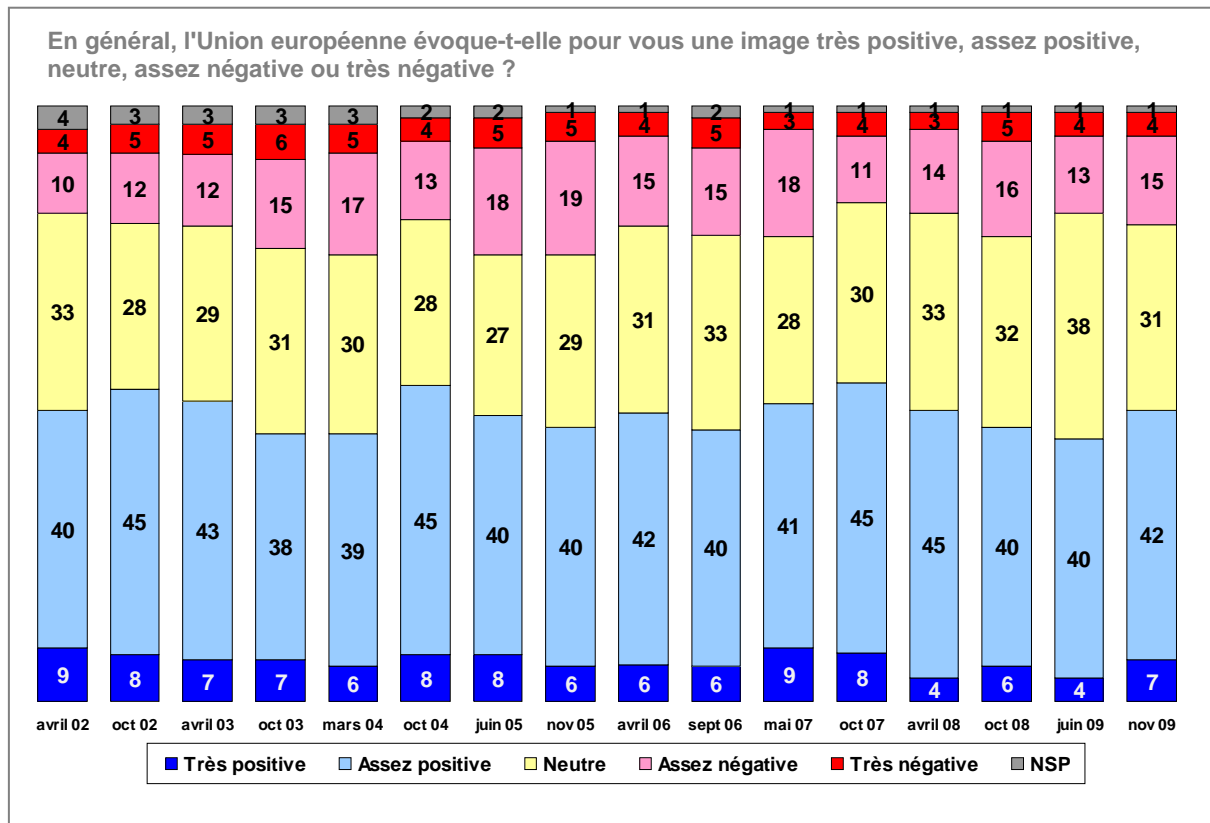
	Union européenne		France		
	EB 68.1 octobre 2007	EB 72 oct-nov. 2009	EB 68.1 octobre 2007	EB 72 oct-nov. 2009	Ecart
Le fonctionnement de la démocratie en (notre pays)					
– Satisfait	58	53	65	51	- 14
– Pas satisfait	39	45	32	46	+ 14
– Sans opinion	3	2	3	3	
	100 %	100 %	100 %	100 %	
Le fonctionnement de la démocratie de l'Union européenne					
– Satisfait	52	54	50	47	- 3
– Pas satisfait	32	32	34	38	+ 4
– Sans opinion	16	14	16	15	
	100 %	100 %	100 %	100 %	

3. L'image de l'Union européenne : des indicateurs qui s'améliorent

3.1 Une image un peu plus positive

L'image de l'Union européenne s'améliore pour les Français : 49 % d'entre eux ont une image très positive (7 %, +3 points) ou assez positive (42 %, +2 points) de l'Union européenne, tandis que 19 % en ont une image très négative (4 %, stable) ou assez négative (15 %, +2 points). Enfin, près d'un Français sur trois en a une image neutre.

L'image de l'Union européenne



La France se situe ainsi à un niveau très proche de la moyenne européenne avec des résultats toujours clivés selon l'âge et le niveau d'instruction : les étudiants (66 %) se montrent les plus positifs sur l'Union européenne. Les personnes qui ont poursuivi des études supérieures (51 %) ont une meilleure perception de l'Union que ceux qui ont arrêté leurs études avant le baccalauréat.

Par rapport à la précédente enquête, l'image de l'Union européenne s'améliore parmi les moins de 40 ans avec un clivage toujours très prégnant selon l'âge de fin d'études.

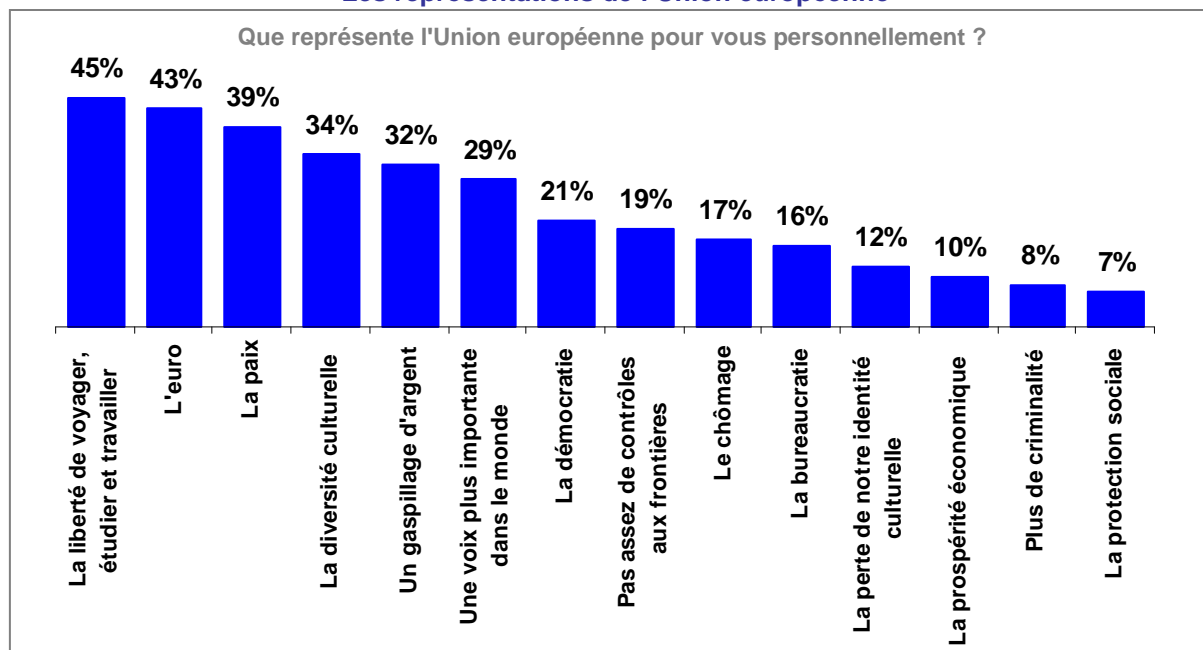
L'image de l'Union européenne

(En %)	Mai 2009	Oct-nov 2009	Ecart
Ensemble	44	49	+ 5
Age			
15-24 ans	50	55	+ 5
25-39 ans	39	49	+ 10
40-54 ans	45	47	+ 2
55 ans et plus	43	44	+ 1
Age de fin d'études			
15 ans ou avant	36	38	+ 2
16 à 19 ans	36	44	+ 8
20 ans et plus	51	58	+ 7
Étudiant	66	63	- 3

Les représentations de l'Europe sont toujours principalement liées à trois grandes dimensions : la **liberté de voyager et d'étudier** (45 %), l'**euro** (43 %) et la **paix** (39 %). Viennent ensuite la diversité culturelle (34 %), le gaspillage d'argent (32 %), et une voix plus importante dans le monde (29 %).

L'euro qui était passé en première position dans l'enquête de l'automne 2008, sans doute sous l'effet de la crise financière, est à nouveau devancé par la liberté de voyager et travailler partout dans l'Union européenne. Cet aspect très valorisant de l'Union européenne de moins en moins cité par les interviewés au cours des enquêtes précédentes remonte un peu dans cette vague : 59 % au printemps 2007, 50 % au printemps 2008, 44 % à l'automne 2008, 41 % en juin 2009.

Les représentations de l'Union européenne



Au niveau européen, la hiérarchie est assez proche : la liberté de voyager, étudier et travailler (46 %) et l'euro (37 %) arrivent également en tête du classement ; en revanche, la paix est moins souvent citée qu'en France (28 %).

3.2 De nombreux points d'avance sur les Etats-Unis

Au-delà de cette image positive, on constate sur de très nombreux points liés au mode de vie que les Français considèrent que l'Union européenne est en avance sur les Etats-Unis. C'est le cas pour le **système de santé** sur lequel achoppe actuellement le président Obama, mais également pour la **protection de l'environnement** et la **lutte contre les inégalités sociales**. Inversement, pour tout ce qui relève de dimensions plus économiques, la France est jugée en retard sur les Etats-Unis, notamment pour la recherche, l'innovation technologique, mais également l'esprit d'entreprise. On constate enfin que c'est sur la lutte contre le chômage que l'hésitation est la plus forte : 38 % des interviewés pensent que l'Union européenne est en avance sur les États-Unis, 15 % qu'elle est en retard et enfin 34 % que les deux se situent au même niveau.

L'image comparée : Union européenne / États-Unis

Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les États-Unis ?

(En %)	En avance	En retard	Au même niveau	Sans opinion
Les systèmes de santé	77	9	8	6
La protection de l'environnement	65	11	16	8
La lutte contre les inégalités sociales	59	11	20	10
La lutte contre les discriminations	45	14	30	11
L'éducation	41	16	30	13
La lutte contre le chômage	38	15	34	13
L'esprit d'entreprise	14	47	22	17
La recherche scientifique	9	54	29	8
L'innovation technologique	9	50	30	11

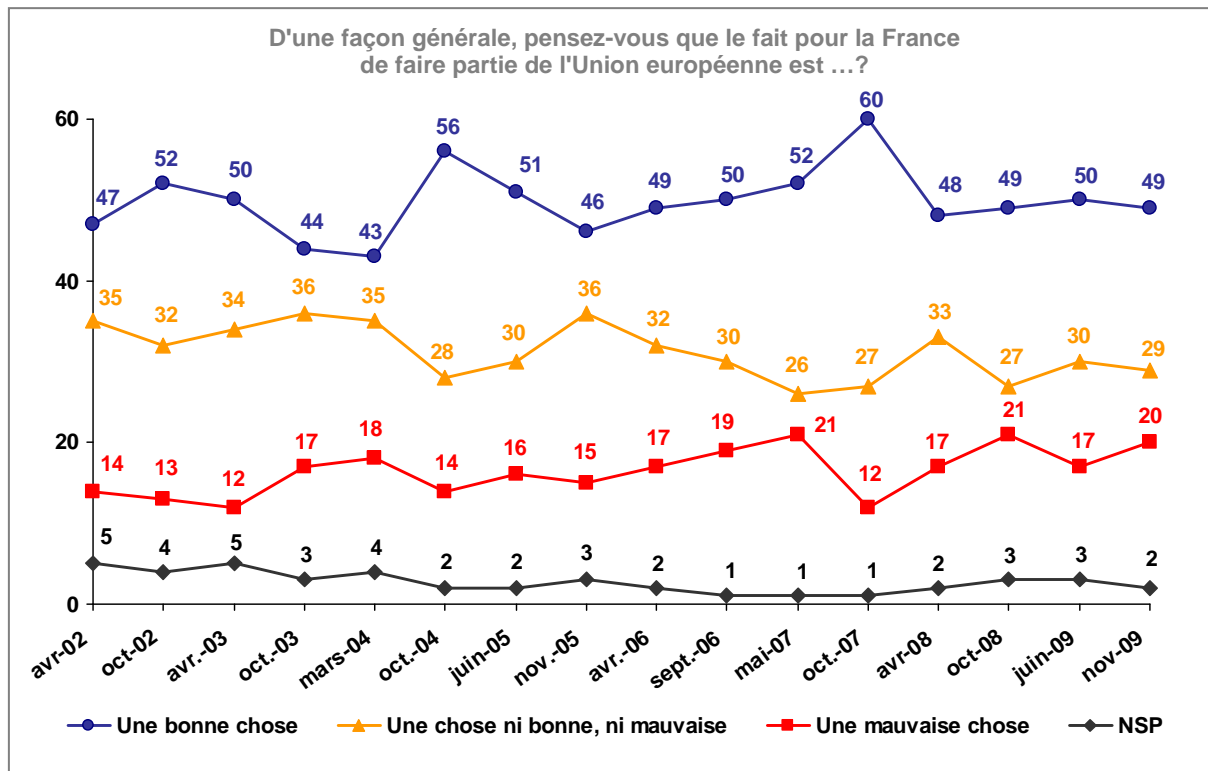
3.3 Une appartenance à l'Union européenne plutôt bénéfique

Au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, les indicateurs d'appartenance et de bénéfices liés à l'Union européenne avaient fortement progressé pour rechuter, six mois plus tard, à un niveau inférieur à celui de départ. Depuis lors, ils se sont stabilisés ou ont légèrement progressé.

a) L'appartenance de la France à l'Union européenne :

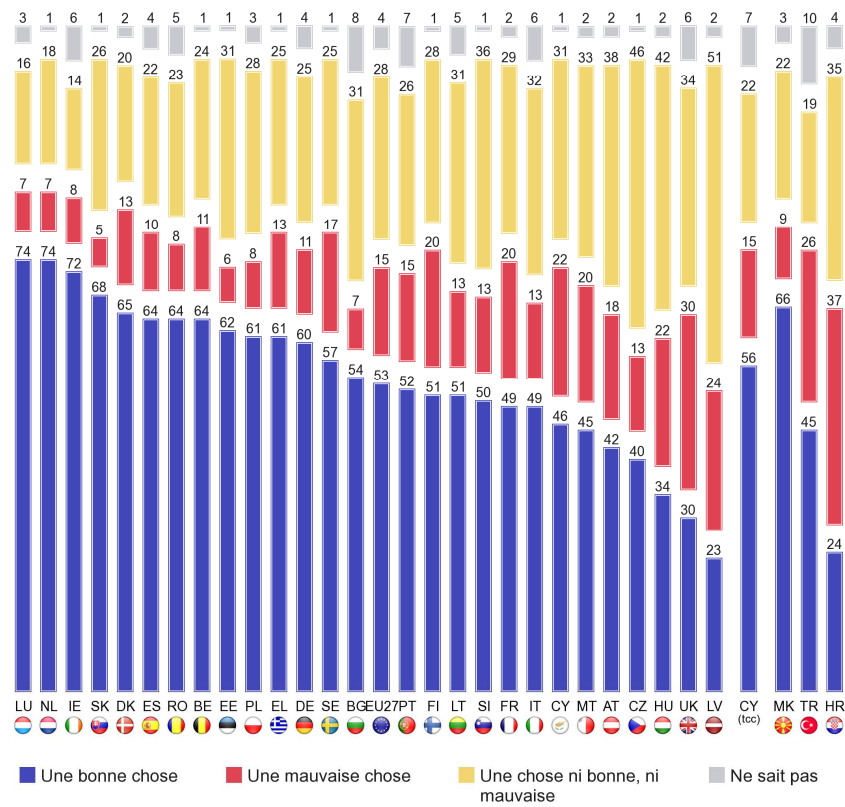
La moitié des Français considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose (-1 par rapport à juin 2009), 20 % seulement d'entre eux estiment qu'il s'agit d'une mauvaise chose (+ 3 points) et 29 % que cette appartenance n'est ni bonne, ni mauvaise.

L'évolution du jugement sur l'appartenance à l'Union européenne



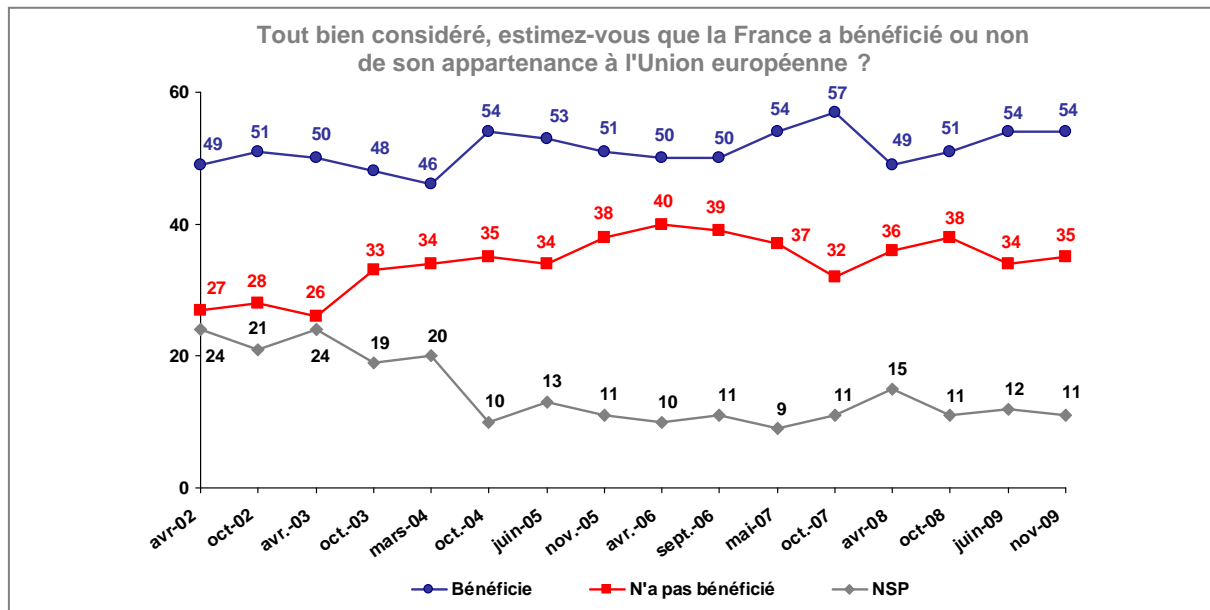
Avec ces résultats, la France se situe légèrement **en dessous de la moyenne européenne** : 53 % des Européens considèrent que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose, une moyenne qui recouvre une extrême diversité des réponses selon les pays avec d'un côté les Luxembourgeois, les Néerlandais et les Irlandais très europhiles, et de l'autre le Royaume-Uni et certains nouveaux États membres (comme la Lettonie), plus réservés.

QA7. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?



b) Les bénéfices pour la France de son appartenance à l'Union européenne :

En ce qui concerne les bénéfices de l'appartenance de la France à l'Union européenne, les résultats sont stables par rapport à l'enquête précédente avec 54 % des Français qui considèrent que la France en a bénéficié, tandis que 35 % estiment le contraire. Ces résultats sont légèrement en-deçà de la moyenne européenne (57 % contre 31 %).



c) Les perceptions de l'Union européenne :

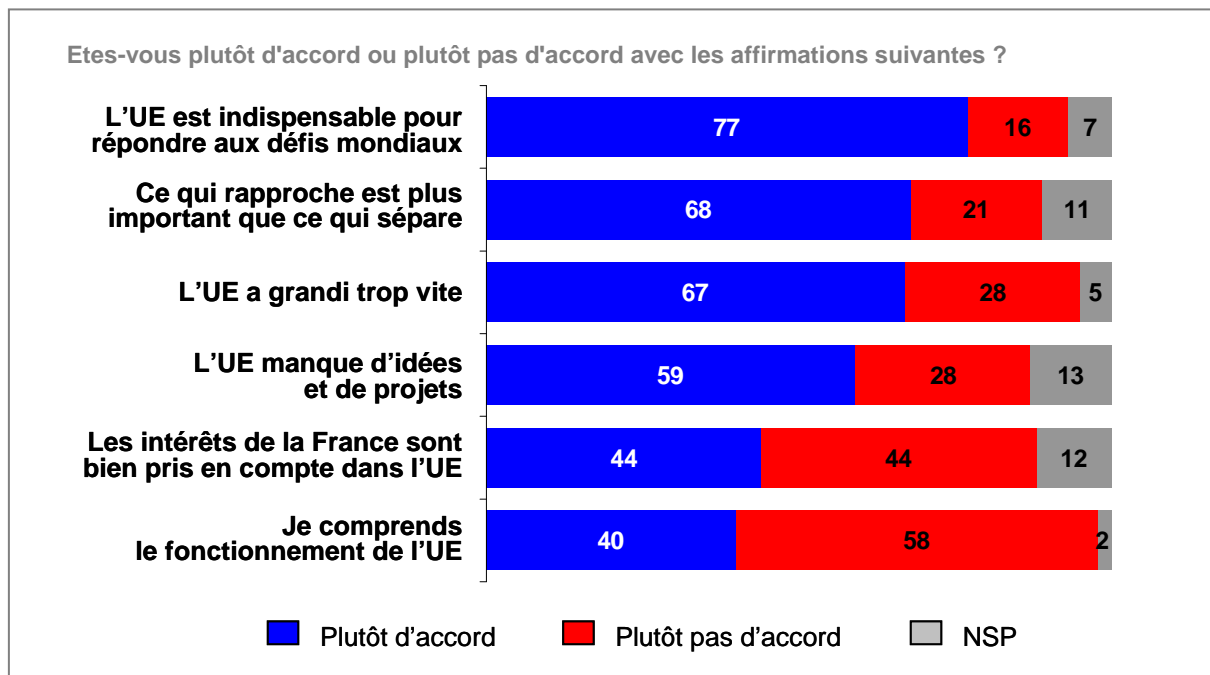
Au-delà du bénéfice global pour la France de son appartenance à l'Union européenne, les Français ont des perceptions plus partagées :

- Ils se montrent certes tout à fait convaincus (77%) que l'Union européenne est indispensable pour répondre aux défis mondiaux (terrorisme, climat),
- Ils considèrent également (68%) que ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important que ce qui les sépare,

mais ils font un certain nombre de reproches à l'Union européenne et notamment :

- de manquer d'idées et de projets pour 59 % d'entre eux,
- ou encore d'avoir grandi trop vite (67 %),

Enfin, ils se montrent partagés sur la façon dont les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne (44 % contre 44 %).



3.4 La faible notoriété de la présidence tchèque

La présidence tchèque est relativement peu connue des Français tout comme des Européens dans leur ensemble : respectivement 22 % et 30 % d'entre eux en ont entendu parler. A titre de comparaison, au cours de la présidence française, alors même que l'actualité était particulièrement riche, 50 % des citoyens de l'Union avaient entendu parler de la présidence française (63 % en France même).

Notons également que la présidence espagnole, qui démarre, était encore moins connue avec seulement 12 % de notoriété en France et 21 % pour l'ensemble des Européens.

4. Une forte demande de régulation

4.1 Des Français un peu moins hostiles à la mondialisation

En dépit d'une très légère décrispation, les Français restent **parmi les habitants de l'Union européenne les plus méfiants à l'égard de la mondialisation**.

En effet, pour 70% d'entre eux, celle-ci est perçue avant tout comme une **menace pour l'emploi et les entreprises en France** (42% au niveau de l'UE27), plutôt que comme une opportunité pour les entreprises grâce à l'ouverture des marchés (23%, 43% dans l'UE27).

L'évolution de la perception de la mondialisation

	EB 66 Sept. 2006	EB 69 Avril 2008	EB 70 Octobre 2008	EB 71 Juin 2009	EB 72 Oct.-Nov. 2009
La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises grâce à l'ouverture des marchés	25	25	22	20	23
La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en France	64	66	70	73	70
Sans opinion	11	9	8	7	7
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

La perception de la mondialisation, négative dans toutes les catégories de population, **se structure tout de même autour des sensibilités politiques**, les personnes se situant à gauche étant particulièrement défiantes à son égard (78 % la voient comme une menace, contre 59 % des personnes se situant plutôt à droite).

Lorsque ces perceptions sont explorées de manière différente, non plus sous forme d'un dilemme menace/opportunité mais via des jugements sur des affirmations indépendantes les unes des autres, **moins de la moitié des Français (48 %) voient la mondialisation comme une opportunité de croissance économique pour le pays** (39 % pensent le contraire, -4 par rapport à juin 2009).

La **très légère décrispation** sur le sujet par rapport à l'enquête de juin 2009 ne doit pas masquer des **craintes qui sont toujours particulièrement aiguës** en France, notamment chez les catégories les plus fragiles (ouvriers et plus encore, chômeurs).

4.2 Une mondialisation pointée comme source de nombreux maux

Ces craintes à l'égard de la mondialisation se déclinent pour les Français dans de nombreux domaines, pour lesquels la mondialisation apparaît presque systématiquement comme porteuse de maux.

Les perceptions de la mondialisation

Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?			
(En %)	D'accord	Pas d'accord	Sans opinion
La mondialisation accroît les inégalités sociales	75	15	10
La mondialisation nous protège des augmentations de prix	12	79	9
La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en France	60	28	12
La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens	76	17	7
La mondialisation contribue à la paix dans le monde	40	52	8
La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres	37	54	9
La mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures	61	31	8
L'Union européenne et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation	34	49	17
La mondialisation représente une menace pour la culture française	46	47	7
La mondialisation rend nécessaires des règles communes au niveau mondial (« gouvernance mondiale »)	71	15	14

Des effets économiques et sociaux néfastes

Pour les Français, plus que pour les Européens dans leur ensemble, la mondialisation a des effets néfastes du point de vue économique et social : elle est en effet **pourvoyeuse d'inégalités sociales** (75 % sont d'accord sur ce point, 60 % dans l'UE27) et **ne protégeant pas de l'augmentation des prix** (79 % des Français vont dans ce sens, en léger recul par rapport à avril 2008).

Ces craintes sur les thématiques économiques et sociales se traduisent également par le fait que pour faire face aux principaux défis mondiaux, les Français pensent qu'il faut avant tout **mettre l'accent sur l'égalité sociale et la solidarité** (57 % de citations). Symbole des craintes des Français à l'égard d'une mondialisation qu'ils voient par trop libérale, le thème du libre échange et de l'économie de marché est cité par seulement 20 % des Français, contre 32 % des Européens.

Faire face aux défis mondiaux

Parmi les éléments suivants, quels sont les deux sur lesquels notre société devrait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ?

L'égalité sociale et la solidarité	57
La protection de l'environnement	48
Le progrès et l'innovation	34
Le libre-échange / l'économie de marché	20
La diversité culturelle et l'ouverture aux autres	16
Les traditions	8
	%

Des bénéfiques qui ne profitent pas aux citoyens

Paradoxalement, les Français prêtent au versant économique de la mondialisation une dimension positive, qui reste cependant à double tranchant.

En effet, si pour une large majorité (60 %), elle signifie **encore plus d'investissements étrangers en France**, en revanche, c'est un phénomène qui, pour 76 % des Français, **profite essentiellement aux grandes entreprises et pas aux citoyens**. La mise à distance de la mondialisation et la césure profonde entre ses incidences globales et personnelles est ici flagrante et se situe probablement au cœur des mécanismes de construction de la défiance que lui portent les Français.

Une contribution à la paix dans le monde et au développement des pays pauvres contestée

D'un point de vue plus international, contrairement à la majorité des Européens, les Français estiment majoritairement (52 %, -4 par rapport à avril 2008) que **la mondialisation ne contribue pas à la paix dans monde**. Par ailleurs, 54 % pensent qu'elle **ne contribue pas au développement des pays les plus pauvres**. Là encore, on retrouve la perception très segmentée d'une mondialisation qui profite à certains, sans pour autant partager largement son potentiel d'externalités positives.

Un rôle culturel ambivalent

Par ailleurs, 61 % des Français estiment qu'elle permet aux gens d'être **plus ouverts aux cultures extérieures** – alors même que, paradoxalement, ils sont **beaucoup moins affirmatifs sur son rôle sur la culture française** : 46 % la voient comme une menace, 47 % ne la voient pas ainsi... On constate une certaine décrispation sur ce point puisqu'en avril 2008, une majorité (56 %) avaient le sentiment que la culture française était menacée par la mondialisation.

4.3 Une Union européenne insuffisamment protectrice face à la mondialisation

L'Union européenne est avant tout caractérisée par son **pouvoir économique** (48 % de citations en ce sens), plus que par son influence politique (25 %), point sur lequel les Français sont en retrait par rapport à l'ensemble des habitants de l'Union européenne (31 %).

Alors même qu'ils considèrent que le pouvoir économique est le facteur le plus déterminant dans la capacité d'influence d'un pays, **les Français placent néanmoins la performance de l'économie européenne derrière celle des économies américaine, japonaise et chinoise.**

Moins performante que celles de ces autres pays, l'économie européenne semble, **aux yeux des Français, perdre de sa capacité à défendre ses intérêts au niveau mondial même si elle la conserve** : 55 % des Français pensent aujourd'hui que l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale, alors qu'ils étaient encore 63 % à abonder dans ce sens en juin 2009... Les Français sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique actuelle car les réponses des habitants de l'Union dans son ensemble se dégradent également sur ce point, mais dans une mesure moindre que chez les Français.

L'Union européenne dans l'économie mondiale

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante :

– L'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale –

	Union européenne		France	
	Mai 2009	Oct-nov 2009	Mai 2009	Oct-nov 2009
Tout à fait d'accord	12 66	13 61	11 63	6 55
Plutôt d'accord	54	48	52	49
Plutôt pas d'accord	19 23	20 25	24 29	26 32
Pas du tout d'accord	4	5	5	6
Sans opinion	11	14	8	13
	100 %	100 %	100 %	100 %

Cette sensibilité se traduit également dans la perception qu'ils ont du rôle de l'UE dans la mondialisation. **55% estiment en effet que l'UE ne les aide pas à se protéger des effets négatifs de la mondialisation.** L'Europe-puissance économique n'est donc toujours pas, à leurs yeux, une Europe suffisamment protectrice.

Si elle ne permet pas de se protéger, en revanche, il semble que **l'UE soit de plus en plus un catalyseur pour tirer bénéfice de la mondialisation** : 45 % pensent en effet que l'UE permet de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation, contre 39 % en juin dernier. Ce résultat reste tout de même inférieur de dix points à la moyenne européenne.

	L'Union européenne nous aide à nous protéger des effets négatifs de la mondialisation		L'Union européenne permet de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation	
	UE	France	UE	France
D'accord	46	28	55	45
Pas d'accord	37	55	28	37
Sans opinion	17	20	17	18
	100 %	100 %	100 %	100 %

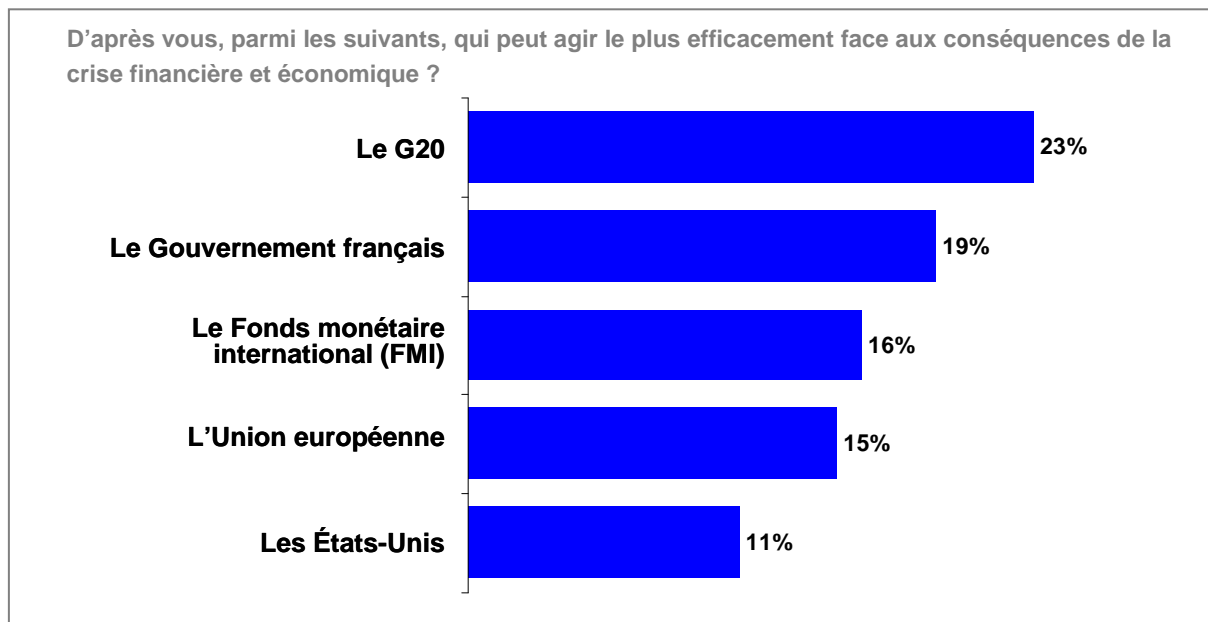
Dans ce contexte, pour améliorer la performance de l'économie européenne, les priorités des Français se portent sur **l'amélioration de la formation professionnelle et de l'éducation** (63 % de citations) et sur la **facilitation de la création d'entreprises** (54 %).

Et pour eux, les priorités de l'UE devraient se concentrer surtout sur le **soutien aux PME et aux petites entreprises** (avec 49 % de citations, les Français sont en Europe les plus favorables à cette mesure) et sur les **investissements dans l'éducation, la formation et la recherche** (25 %). 11 % seulement citent comme priorité le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie. Ceci semble confirmer le sentiment, perceptible à travers d'autres enquêtes, que ces grandes entreprises sont en partie responsables de la crise alors que les PME la subissent et doivent être aidées.

4.4 L'émergence du G20

Dans ce contexte de la perception de la mondialisation et de l'économie européenne, l'Union européenne n'apparaît pas vraiment comme un **acteur essentiel face à la crise**. En effet, seulement 15 % des Français la perçoivent comme susceptible d'agir le plus efficacement, les solutions paraissant devoir relever d'une instance géographiquement plus large comme le **G20** (23 % de citations) ou au contraire de dimension nationale comme le **Gouvernement français** (19 %), institution qui connaît un regain d'intérêt depuis juin 2009 (+7).

Les acteurs de sortie de la crise



Ce rôle relativement secondaire de l'UE dans la sortie de crise est à rapprocher du rôle de l'euro dans la protection de l'économie européenne. **48 % des Français ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique**, contre 42 % qui y souscrivent. On constate ici encore la nécessité pour l'UE de donner des gages sur la concrétisation de sa puissance économique et de ses bénéfices réels pour l'économie européenne et ses citoyens.

Si l'euro n'apparaît pas comme un rempart contre la crise, **garder le franc comme monnaie n'aurait pas non plus été une solution** pour autant, aux yeux de 54 % des Français.

4.5 Le souhait d'une Europe active face à la crise

Dans ce contexte de mondialisation et de crise, les Français pointent la **nécessité d'une régulation accrue**, une responsabilité sur laquelle l'Union européenne apparaît comme un acteur légitime et qu'elle peut assumer avec efficacité à leurs yeux.

Conséquence de la crise qu'ils lient et amalgame avec la mondialisation, 71 % des Français estiment nécessaire la **mise en place de règles communes au niveau mondial** (une « gouvernance mondiale »). Par ailleurs, interrogés sur les mesures prioritaires pour réformer le système financier dans l'UE, près d'un Français sur quatre (23 %) plaide pour un **système renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières**, seconde priorité derrière la **transparence sur les marchés financiers en ce qui concerne les bénéficiaires, les coûts et les risques** (37 % de citations).

Cette volonté d'une régulation accrue transparaît également dans les jugements sur l'efficacité des mesures actuellement discutées au sein des institutions européennes. Globalement, plus des deux tiers des Français jugent ces mesures efficaces pour combattre la crise financière. Si l'UE n'est pas un acteur primordial dans la crise, elle apparaît néanmoins comme **un régulateur crédible**, que ce soit dans un rôle plus important pour réglementer **les services financiers** (73 % jugent cette mesure efficace pour lutter contre la crise), pour **surveiller et superviser des activités des groupes financiers internationaux les plus importants** (72 %), pour une **plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les États-membres** (76 %) ou encore pour **superviser les versements d'argent public destinés à secourir des établissements financiers** (72 %).

L'efficacité des mesures de lutte contre la crise

Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise ?			
(En %)	Efficace	Pas efficace	Sans opinion
Un rôle plus important de l'Union européenne au niveau international dans la réglementation des services financiers	73	14	13
La surveillance et la supervision par l'Union européenne des activités des groupes financiers internationaux les plus importants	72	14	14
Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les États membres de l'Union européenne	76	11	13
Une supervision de l'Union européenne à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier	72	15	13

D'un point de vue plus national, les Français restent relativement ambigus sur la question des réformes, entre une **volonté de changer les choses aujourd'hui** sans pour autant devoir consentir des efforts trop exigeants. En effet, alors que 67 % s'accordent sur le fait **qu'il faille poursuivre les réformes qui bénéficieront aux générations futures**, même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle et que 72 % pensent que **les réformes conduites jusqu'ici ne sont pas suffisantes**, 57 % seulement pensent que la France a besoin de plus de réformes pour faire face au futur.

Cette **différence d'appréciation** entre la poursuite de ce qu'il se passe aujourd'hui et la mise en chantier de nouvelles réformes dénote tout de même une certaine **tendance au *statu quo***, plus spécifiquement chez les personnes de sensibilité de gauche. Au total, il semble que les répondants adoptent une posture pro-changement, fragilisée lorsque l'on aborde concrètement la question.

5. Des attentes à l'égard de l'Union européenne

Au-delà du rôle de l'Union européenne dans la sortie de crise, les Français conservent une vision classique du rôle de l'Union européenne avec des dossiers techniques certes, mais qui correspondent à de vrais choix de société et un rôle accru à l'international.

5.1 Un partage des rôles entre l'Union européenne et les gouvernements nationaux

Invités à choisir sur un certain nombre de domaines s'ils doivent être pris en charge par le gouvernement français ou en commun dans l'Union européenne, les Français établissent un vrai partage des rôles :

- au gouvernement, tout ce qui relève de l'économique et du social : l'éducation, les impôts, les retraites, la sécurité sociale, etc.
- en commun dans l'Union européenne, tout ce qui concerne les enjeux internationaux, mais aussi ce qui touche aux choix de société pour l'avenir : lutte contre le terrorisme, défense et politique étrangère, mais aussi recherche scientifique et technologique, protection de l'environnement, énergie, immigration.

L'attribution des compétences entre l'Union européenne et les gouvernements

Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement français ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?			
(En %)	Par le gouvernement français	En commun dans l'Union européenne	Sans opinion
La lutte contre le terrorisme	11	86	3
La recherche scientifique et technologique	18	79	3
La défense et la politique étrangère	19	76	5
La protection de l'environnement	21	76	3
L'énergie	25	73	2
L'immigration	27	69	4
La concurrence	30	64	6
L'économie	36	60	4
La lutte contre l'inflation	35	60	5
Les transports	40	56	4
La lutte contre l'insécurité	42	54	4
La protection des consommateurs	47	50	3
L'agriculture et la pêche	46	49	5
Le soutien aux régions qui ont des difficultés économiques	48	48	4
La lutte contre le chômage	59	38	3
La santé	64	34	2
Le système éducatif	65	31	4
Les impôts	67	27	6
La sécurité sociale	75	23	2
Les retraites	75	21	4

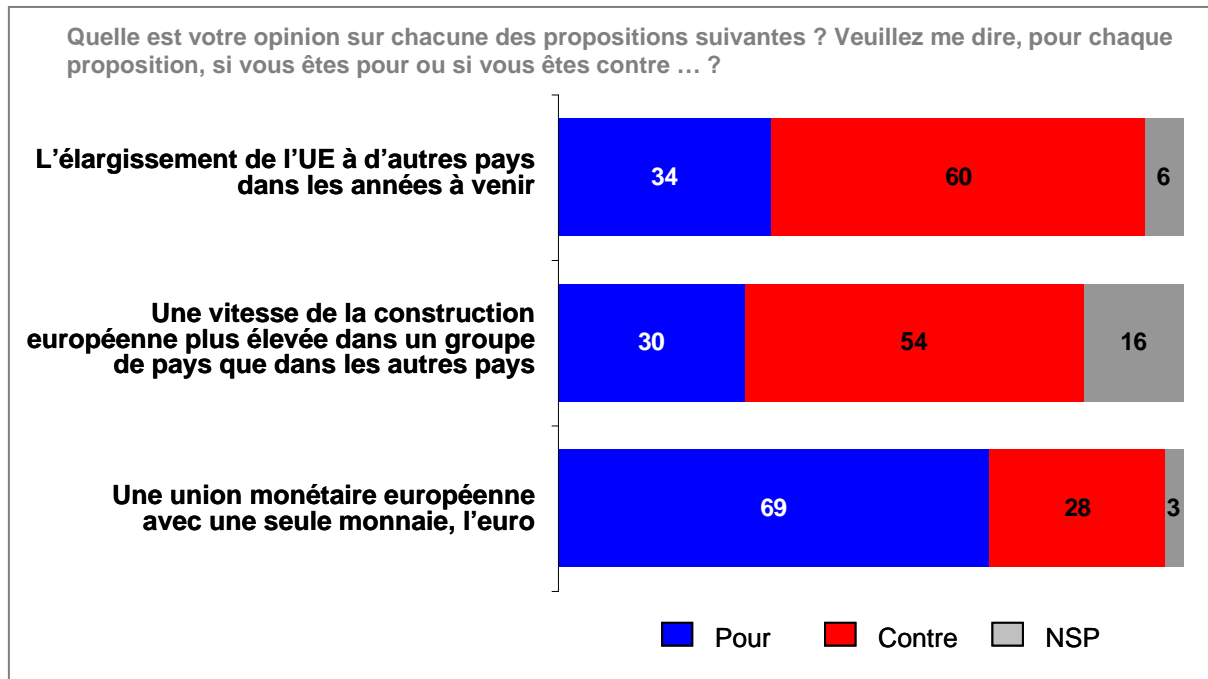
Au total, les Français se montrent particulièrement favorables à une prise en charge accrue par les institutions communautaires des questions sociales et de santé et des questions environnementales.

Les priorités pour les institutions européennes

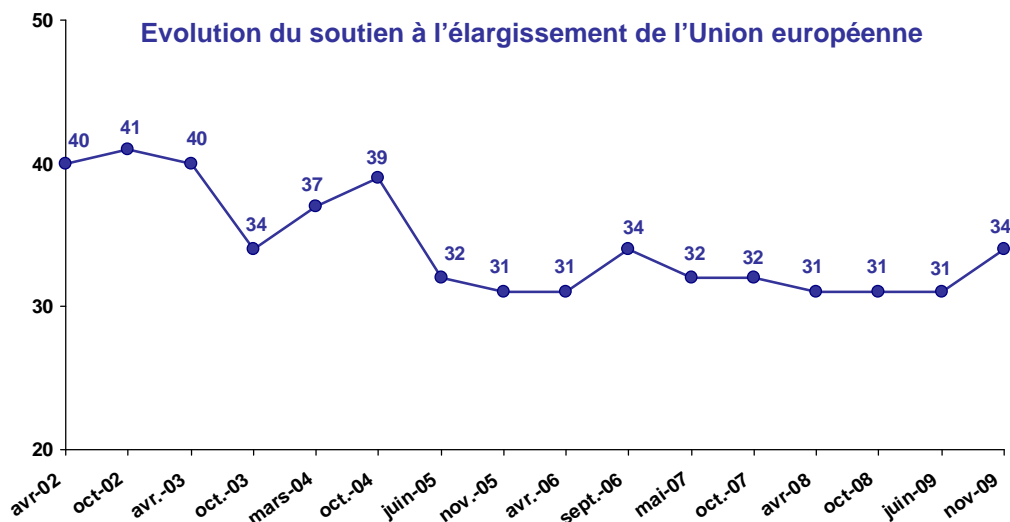


5.2 Des réticences sur de futurs élargissements

Aux yeux des Français, ce partage des rôles devrait se faire avec une **union monétaire européenne des 27 pays** de façon un peu moins affirmée toutefois qu'au printemps. Même s'ils tendent à associer l'euro aux difficultés en termes de pouvoir d'achat, les Français restent donc, dans leur ensemble, attachés au principe de la monnaie unique. En revanche, ils se montrent plutôt hostiles à l'idée d'une Europe à deux vitesses.



Enfin, l'opinion française demeure très réservée à l'égard de futurs **élargissements de l'Union européenne** : 34 % des interviewés y sont favorables et 60 % y sont opposés. Ces résultats marquent toutefois un léger retournement de tendance avec une progression de 3 points des personnes qui se déclarent favorables à l'adhésion de nouveaux Etats et une baisse parallèle de 3 points des opposants. L'opinion française reste toutefois éloignée de la moyenne européenne (46 % pour, 43 % contre) et proche des pays les plus hostiles à un élargissement : l'Autriche (28 %) et l'Allemagne (31 %).



5.3 Un optimisme mesuré sur le futur de l'Union

Au total, les Français se montrent majoritairement positifs sur le futur de l'Union européenne (58 % se déclarent en effet optimistes à son sujet, contre 36 % de pessimistes), mais dans une proportion moindre que la moyenne européenne (le taux d'optimisme atteint 66% dans l'ensemble de l'Union).

L'optimisme sur le futur de l'Union européenne

	Union européenne		France	
	Oct-Nov 2009	Ecart avec vague précédente	Oct-Nov 2009	Ecart avec vague précédente
Optimisme	66	+ 2	58	+ 1
Pessimisme	27	- 2	36	- 2
Sans opinion	7	=	6	+ 1
	100 %		100 %	

Conclusion

A l'automne 2009, alors que les annonces de sortie de crise commencent à se multiplier, les Français manifestent toujours un pessimisme élevé. Toutefois, leurs perspectives d'avenir apparaissent moins sombres qu'au printemps dernier.

Le nouvel Eurobaromètre se caractérise également par une nouvelle dégradation du niveau de confiance des Français envers les institutions politiques nationales. A l'inverse, l'Union européenne résiste relativement mieux avec des indicateurs pour la plupart stables ou à la hausse (même si l'image des institutions européennes elles-mêmes continue à se dégrader).

Dans ce contexte, et alors que les Français restent méfiants vis-à-vis d'une mondialisation qui brouille leurs repères, ils souhaitent que l'Union européenne agisse pour une meilleure régulation du système financier. Plus généralement, elle continue à bénéficier, aux yeux de l'opinion, d'une légitimité forte pour agir sur la scène internationale et pour préparer le monde de demain.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 72.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 72.4 est une vague « EUROBAROMETRE STANDARD 72 » et couvre la population de 15 ans et plus – ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne – et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 72 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN	POPULATION 15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.006	30/10/2009	17/11/2009	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.008	29/10/2009	09/11/2009	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.056	30/10/2009	13/11/2009	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.006	24/10/2009	17/11/2009	4.503.365
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.514	30/10/2009	15/11/2009	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.002	23/10/2009	16/11/2009	916.000
IE	Irlande	TNS MRBI	1.011	30/10/2009	15/11/2009	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/10/2009	15/11/2009	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.020	30/10/2009	17/11/2009	39.059.211
FR	France	TNS Sofres	1.005	28/10/2009	16/11/2009	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	30/10/2009	14/11/2009	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	506	26/10/2009	15/11/2009	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.006	30/10/2009	16/11/2009	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.023	27/10/2009	11/11/2009	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	27/10/2009	15/11/2009	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.023	29/10/2009	15/11/2009	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	28/10/2009	14/11/2009	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.004	29/10/2009	18/11/2009	13.017.690
AT	Autriche	Osterreichisches Gallup-Institut	1.030	27/10/2009	13/11/2009	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/10/2009	15/11/2009	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	29/10/2009	15/11/2009	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.021	30/10/2009	11/11/2009	18.246.731
SI	Slovenie	RM PLUS	1.015	24/10/2009	15/11/2009	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.040	30/10/2009	15/11/2009	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.018	29/10/2009	18/11/2009	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.032	26/10/2009	15/11/2009	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.322	30/10/2009	17/11/2009	51.081.866
TOTAL UE27			26.731	23/10/2009	18/11/2009	406.557.138
CY(tcc)	Communauté turque chypriote	Kadem	500	02/11/2009	14/11/2009	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	27/10/2009	12/11/2009	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.002	27/10/2009	15/11/2009	52.728.513
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.005	27/10/2009	02/11/2009	1.678.404
TOTAL			30.238	23/10/2009	18/11/2009	464.856.681

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points